



**Master 2 en Relations Internationales Défense et Sécurité option Intelligence Economique,
Faculté de droit Jean Moulin, Université Lyon 3**

Mémoire de stage

**Etude comparée : la perception occidentale des insurrections en
Egypte et Libye par Carnegie Endowment for International
Peace, International Crisis Group et l'Assemblée parlementaire
de l'OTAN.**

Réalisé et soutenu par :

Guillaume Nicaise

Sous la direction de :

Guillaume Godineau

Septembre 2011

Sommaire

Introduction	p.3
I. La recherche et l'analyse politique	p.6
1.1) Méthodologie adoptée par les centre de recherches	p.6
1.1.1 Carnegie	p.6
1.2.2 International Crisis Group (ICG)	p.7
1.2.3 L'Assemblée Parlementaire de l'OTAN	p.9
1.2) Comparaison des méthodologies adoptées par Carnegie, L'Assemblée parlementaire de l'OTAN et Crisis Group	p.10
II. La Révolution Egyptienne	p.12
2.1) Chronologie et situation économique et politique de l'Egypte	p.12
2.2) L'analyse de la situation en Egypte	p.4
2.2.1) La circonspecte incertitude occidentale	p.14
2.2.2) La peur Occidentale de l'Islamisation de l'Egypte	p.17
2.2.3) La transition politique	p.20
2.2.4) L'assistance économique	p.23
2.3) Analyse des divergences entre les centres de recherches	p.26
III. La Guerre Civile Libyenne	p.28
3.1) Chronologie et situation économique et politique de la Libye	p.28
3.2) L'analyse de la situation en Libye	p.31
3.2.1) L'instauration de la zone d'exclusion aérienne	p.31
3.2.2) Les enjeux de l'intervention militaire	p.33
3.2.3) Les risques liés à la situation Libyenne	p.37
3.3) Analyse des divergences entre les centres de recherches	p.40
Conclusions	p.43
Annexe 1	p.46

Introduction

L'année 2011 a été marquée par des changements politiques considérables au Moyen Orient. En l'espace de quelques semaines, les peuples Bahreïnien, Egyptien, Libyen, Syrien, Tunisien et Yéménite se sont libérés ou tenté de se libérer de leurs peurs collectives et individuelles. Pour ce faire, ils ont osé braver les instruments de répression de régimes politiques autoritaires dans une quête libertaire et démocratique. Le monde a été témoin en direct de ces moments d'exaltation populaire. Avec plus ou moins de succès, ces citoyens ont revendiqué de manière spontanée leur besoin de dignité, de souveraineté populaire et de légitimité des rapports d'autorité. Alors qu'en Egypte le Président Moubarak a accepté de quitter le pouvoir après 16 jours d'émeutes, en Libye l'insurrection s'est transformée en véritable guerre civile et internationale durant près de 6 mois. Face à ces événements politiques, la société civile internationale a joué un grand rôle dans le soutien et la protection des populations.

Ce mémoire de stage est une analyse de trois exemples d'organisations qui ont œuvré à la prévention et à la résolution de ces conflits, en informant et sensibilisant la communauté internationale pour promouvoir la paix internationale. L'intérêt de ce mémoire est que, malgré un but identique, chaque organisation a apporté des explications et des réponses différentes à la crise en Egypte et en Libye.

Il est nécessaire d'analyser le rôle et les réactions de la communauté internationale et des pays occidentaux durant ces événements. L'enjeu est de mieux appréhender la nature et la portée de ces moments historiques, les relations entre l'occident et le monde Arabe, l'ambivalence des politiques étatiques face à ces mouvements révolutionnaires et la diversité des perceptions de l'opinion publique occidentale. Par Occident, j'entends les pays membres de l'OTAN, y compris la Turquie qui a pris une responsabilité de contrôle et de commandement dans l'opération OTAN *Unified Protector* en Libye.

Cette problématique est développée sur la base de mon expérience professionnelle, au travers de mon stage conventionné par l'Université Lyon III Jean Moulin, au sein du centre de recherche *Carnegie Middle East Center* à Beyrouth, de Février à Avril 2011. De plus, ce mémoire de stage sera étayé en confrontant l'approche de Carnegie à celle de deux autres centres de recherches pour lesquels j'ai travaillé, à savoir un stage de recherche au sein du *Think Tank International Crisis Group* de Mai à Juin 2011, puis mon actuel travail d'assistant de recherche au sein de *l'Assemblée Parlementaire de l'OTAN*, de Juillet 2011 jusqu'à aujourd'hui. La période d'étude de ce mémoire de stage couvre ainsi l'ensemble de ces trois expériences professionnelles, soit du début des mouvements insurrectionnels en Egypte (Février 2011), à la fin du régime de Mouammar Kadhafi (25 Aout 2011). Par un heureux

hasard, cette intervalle de temps permet de couvrir dans leur intégralité deux cas de soulèvements populaires ayant mené à un renversement de régime autoritaire.

Pour refléter au mieux le point de vue de *Carnegie Endowment for International Peace* (*Carnegie*), le mémoire de stage inclut l'étude de tous les articles, commentaires et entretiens télévisés et radiophoniques émis par les experts de *Carnegie*, ainsi que toutes les retranscriptions des débats auxquels ils ont participé. Lors des débats, seul le point de vue des experts à *Carnegie* est pris en considération. De plus, j'analyserai tous les articles, les rapports, les commentaires et podcasts provenant d'*International Crisis Group*. Enfin, la bibliographie inclut également le rapport du Groupe spécial Méditerranée et Moyen Orient de l'*Assemblée Parlementaire de l'OTAN* sur lequel je travaille actuellement. Toutefois, ce rapport ne représente que l'opinion du rapporteur (Sénateur Antonello Cabras) tant qu'il n'a pas été adopté en assemblée plénière par les mandataires siégeant à l'Assemblée Parlementaire (en octobre 2011).

Ce mémoire de stage sera divisé en trois parties. La première partie est consacrée à l'analyse méthodologique développée par les entités pour lesquels j'ai travaillé, en examinant puis confrontant les différentes options. Le but est d'analyser le cadre et les contraintes liées à la recherche et le traitement de l'information pour comprendre leurs influences sur les différentes positions soutenues. La deuxième partie expose la situation économique et politique en Egypte avant et pendant le contexte révolutionnaire, puis présente une analyse comparée des divers points de vue adoptés par les centres de recherches. Enfin, la troisième partie de ce mémoire de stage énonce les conditions économiques et politiques propres à la Libye qui ont conduit à ce mouvement insurrectionnel et présente les approches distinctes développées par les centres de recherche face à l'implication des forces occidentales dans la guerre civile libyenne. En conclusion, je mettrai en exergue l'analogie entre la méthodologie et les positions politiques choisies. Je donnerai également mon propre point de vue sur le futur de l'Egypte et la Libye.

Remerciements :

Un grand merci à toute l'équipe du Carnegie Middle East Center, qui m'a permis de vivre une merveilleuse expérience de vie et de travail. Je remercie en particulier **Mohamed SeifAllah Abolnaga**, pour m'avoir expliqué la situation en Egypte et fait aimer son pays ; **Michelle Bouchebel** qui s'est beaucoup investie pour créer une cohésion et une bonne ambiance de travail ; **Ziad Mabsout**, pour son aide et l'exemplarité de son engagement politique ; **Karim-Antoine Mégarbane**, pour sa bonne humeur et son humour ; **Caroline Tabet** pour sa gentillesse.

Je remercie également toute l'équipe d'International Crisis Group, en particulier **Chiara Biscaldi**, au côté de qui j'ai beaucoup appris professionnellement durant ce stage exigeant et très intéressant.

Je tiens également à remercier le personnel de l'Assemblée Parlementaire de l'OTAN, avec qui c'est un plaisir de travailler tous les jours. Je remercie en particulier **Anne Laure Bleuse**, **Patrick Bury**, **Silva Kantareva**, **Ted Reinert**, **Daniela Richterova** et **Henrik Bliddal** pour leur aide dans la rédaction de ce mémoire.

Je remercie en particulier ma **maman**, qui m'a apporté son soutien et son amour et sans qui toutes ses expériences n'auraient pas été possibles.

Je remercie ma compagne, **Gina Sambuco**, pour m'avoir supporté et soutenu durant la rédaction de ce mémoire de stage.

Je remercie **Vincent Nicaise** et **Marieme Dieng**, pour leur aide et leur bienveillance envers moi.

I. La recherche et l'analyse politique

1.1) La Méthodologie de récolte et traitement de l'information

1.1.1) Carnegie Endowment for International Peace

Carnegie Endowment for International Peace est une Organisation Non Gouvernementale (ONG) américaine. Fondée en 1910 par Andrew Carnegie, la Fondation se veut à la fois un centre de recherche et d'influence politique, dédiée au développement de la coopération interétatique et d'un engagement actif des Etats Unis sur la scène internationale.¹ *Carnegie Endowment for International Peace* est classé 3^{ème} centre de recherche et d'influence au monde selon le *Foreign Policy Research Institute*, contre 29^{ème} pour *Carnegie Middle East Center* (ce dernier étant 1^{er} dans la région du Moyent Orient).² Le but de *Carnegie* est de contribuer à la stabilité, la sécurité globale et la prospérité. La fondation a adopté une perspective multinationale à la base de ses opérations grâce à la présence de correspondants internationaux permanents : *Carnegie* établit un bureau à Moscou en 1994, puis d'autres bureaux à Bruxelles, Pékin et Beyrouth. C'est dans ce dernier, le centre de recherche *Carnegie pour le Moyent Orient (Carnegie middle East Center)*³ que j'ai effectué mon stage, de Février à Avril 2011. Ce *Think Tank*, ouvert en 2006, se situant au centre ville de Beyrouth, à un personnel d'environ 30 personnes, dont 5 experts : [Paul Salem](#), Directeur et expert de *Carnegie Middle East Center*, [Maria Fantappie](#), chercheur non résident (*visiting scholar*), [Muhammad Faour](#), expert (*senior associate*), [Ibrahim Saif](#), expert (*senior associate*), [Lahcen Achy](#), chercheur à *Carnegie Middle East Center* à Beyrouth (mon supérieur). En outre, [Amr Hamzawi](#) fût chercheur à *Carnegie Middle East Center* à Beyrouth jusqu'en Avril 2011, tout en étant membre du comité des sages et du front de la révolution en Egypte.⁴ D'autres chercheurs de *Carnegie Endowment for International Peace* ont également publié des articles sur la situation en Egypte et en Libye. Il s'agit de [Chrisopher Boucek](#), expert (*associate*) au sein du programme Moyen Orient de *Carnegie Washington* ; [Michelle Dunne](#), expert (*senior associate*) à *Carnegie Washington* jusque fin juillet 2011 ; [Alexey Malashenko](#), chercheur (*scholar in residence*) à *Carnegie Moscou* ; [Marwan Muasher](#) Vice directeur des recherches de *Carnegie Endowment for International Peace*, ex-Premier Ministre de la Jordanie et ex-ambassadeur Jordanien auprès de la Jordanie ; [Marina Ottaway](#), Expert (*Senior Associate*) à *Carnegie Washington*, [Nathan Brown](#), chercheur (*non resident associate*) pour *Carnegie Washington*.

En ce qui concerne l'Egypte, *Carnegie* a produit un total de 98 articles, 36 interviews, 12 commentaires et 8 conférences entre le 1^{er} Février et le 25 aout 2011. Dans le seul mois de février, *Carnegie* a présenté 65 articles sur l'Egypte, réalisé 25 interviews, 5 commentaires et

organisé 2 conférences. Pour la Libye, *Carnegie* a produit 21 articles, 8 interviews TV/radio, 5 conférences et 2 commentaires. C'est donc un total de 288 documents que j'ai dû analyser pour *Carnegie*. Comme le démontre ces chiffres, *Carnegie* a fait le choix de couvrir beaucoup plus largement la situation en Egypte qu'en Libye. Il est intéressant de remarquer qu'entre le 14 Juillet et le 25 aout, aucun article n'a été publié par *Carnegie* sur la Libye, ce qui témoigne de la prolongation du conflit et le manque d'éléments nouveaux à analyser, ainsi que le caractère inattendu des événements du 21 au 25 aout 2011, prenant de cours le centre de recherche.

Comme j'ai pu le constater durant mon stage, l'information analysée par *Carnegie* provient essentiellement de sources accessibles au grand public. Par exemple, les informations économiques concernant l'Egypte proviennent des données statistiques de la Banque Mondiale et du Fond Monétaire International. Les Panel d'experts et de politiciens participant aux réunions organisés par *Carnegie* offrent également des sources primaires d'information. De plus, le programme de recherche sur le Moyen Orient associe une connaissance locale approfondie (au travers du *Carnegie Middle East Center* et l'analyse des publications locales et régionales en langue Arabe) à une analyse comparative afin d'examiner les intérêts économiques, sociopolitiques et stratégiques dans le monde arabe. Les analyses prennent donc en considération les connaissances et les vues de la région. Ces données sont recueillies, traitées et analysées par les stagiaires, qui transmettent ensuite le fruit de leur travail à leur directeur de recherche. Ce dernier contrôle et synthétise les recherches effectuées par les stagiaires afin de publier un article sous sa responsabilité, en partenariat avec le service de communication du centre de recherche.

1.1.2) International Crisis Group

De Mai à Juin 2011, j'ai effectué un stage auprès d'*International Crisis Group (ICG)*, au sein du département « EU advocacy » en tant qu'assistant de recherche et liaison UE (*EU policy & Liaison Assistant*) pour la zone Maghreb et Mashreq. *ICG* est une ONG « indépendante et sans but lucratif qui travaille pour la prévention et la résolution des conflits armés ». ⁵ Elle fut établie en 1995 à Bruxelles, notamment grâce à *Carnegie Endowment for International Peace*, puisque l'ancien Président de Carnegie, Morton Abramowitz, fut l'un des initiateurs d'*ICG* ainsi que le Président de *Crisis Group* de 1997 à 1998. ⁶ L'entreprise compte aujourd'hui près de 130 collaborateurs permanents dans le monde, avec le soutien d'environ 20 consultants et 40 stagiaires. Ces professionnels « sont basés d'une part sur le terrain, dans 10 bureaux régionaux ainsi que dans 16 représentations locales où ils couvrent 60 pays ou situations de conflits actuels ou potentiels ; et d'autre part, dans 5 bureaux de sensibilisation à Bruxelles (où se trouve le siège social de l'organisation), Washington, New York, Londres et Beijing, ainsi que dans un bureau de liaison à Moscou ». *ICG* est classé 11^{ème} Think Tank au niveau Mondial, le 9^{ème} au niveau mondial hors Etats-Unis et le 8^{ème} en Europe. ⁷

Pendant la période analysée, *International Crisis Group* a produit un rapport sur la situation en Egypte le 24 Février 2011, ainsi qu'un podcast, 4 articles et 7 résumés mensuels de la situation en Egypte (*Crisis Watch*). Tous les articles ont été publiés après la destitution de Hosni Moubarak (11 février 2011). Pour la Libye, *ICG* a produit un rapport le 6 Juin 2011, ainsi que 5 articles, 2 commentaires et 7 *Crisis Watch*. C'est donc un total de 27 documents publiés par *ICG*. L'espace disponible pour *International Crisis Group* afin de faire valoir son point de vue est donc réduit. Le rapport sur l'Egypte fut publié à la fin du mois de février, puis aucun autre rapport n'a été publié. De même pour la Libye, le rapport fut publié au mois de Juin 2011, sachant que la situation a substantiellement évolué depuis cette date. Ce choix de publication tend donc à privilégier des analyses de fond, couvrant de longues périodes de temps, ce qui permet à *ICG* d'avoir une vue d'ensemble des événements et se concentrer sur les éléments les plus importants pour effectuer ses recommandations. Néanmoins, cette ligne éditoriale ne permet pas une grande flexibilité, face à une actualité très changeante au Moyen Orient, en particulier en Libye.

Dans le cas de la Libye, seul le rapport et les opinions exprimées par les plus hauts échelons de la hiérarchie de *ICG*, [Louise Arbour](#), Présidente de *ICG*, et [Alain Déléroz](#), Vice Président Europe, permettent de connaître la ligne directrice suivie par le groupe. Dans le cas de l'Egypte, la parole est offerte à [Robert Malley](#), Directeur du Programme Afrique du Nord et Moyen Orient, ainsi que [Elijah Zarwan](#), Senior analyste pour l'Afrique du Nord. Les recommandations émises par le groupe et la position politique qu'il choisit est donc transparente, concise et précise. Le personnel d'*ICG* pour le Moyen Orient et le Nord de l'Afrique est composé d'environ 20 personnes.

A la différence de *Carnegie*, *ICG* peut compter sur du personnel directement implanté sur le terrain. Dans la zone MOAN (Moyen Orient – Afrique du Nord), *ICG* dispose d'équipes d'analyse et de recherche au Caire, à Beyrouth, à Jérusalem, à Damas, et à Abu Dhabi. L'approche de *Crisis Group* est donc fondée sur une recherche de terrain, ce qui lui permet d'avoir une information de qualité pour son analyse de la situation en Egypte. Cependant, *ICG* ne dispose pas de chercheurs en Libye et ce pays n'apparaît pas dans la liste 60 zones de conflits actuels ou potentiels couverts par *ICG*.⁸ Des équipes d'analystes postés dans des pays à proximité (Algérie, Tchad, Niger, Soudan) peuvent avoir effectué des recherches sur le terrain, mais le rapport se basant essentiellement sur des données factuelles en *open source*, il est plutôt probable qu'*ICG* se soit inspiré de sources secondaires pour écrire le rapport.

Il est intéressant de noter que l'article du 13 Mai 2011 intitulé « libya achieving a ceasefire moving toward legitimate government »⁹ publié par *International Crisis Group*, l'article « Libyen braucht einen Waffenstillstand- sofort »¹⁰ mis en ligne par Die Zeit le 6 Juin 2011, l'article « صراع إطالة مخاطر »¹¹ publié dans دار الحياة (Dar Al Hayat) le 7 Juin 2011, ainsi que l'article « Libia: ¡Alto al fuego! » paru dans le quotidien Semana en Colombie le 9 Juin 2011,¹² sont tous identiques. Comme le montre à titre d'exemple l'annexe 1, le code des couleurs et les paragraphes numérotés font apparaître que l'article traduit en espagnol dans le journal Semana est une copie traduite des idées déjà émises dans l'article du 13 Mai en langue Anglaise. Par conséquent, il est possible de noter l'intégrité d'*International Crisis*

Group, qui conserve son analyse de la situation en Libye sur une période suffisamment longue. Cela serait un manque de déontologie si l'information avait perdu de sa valeur, puisqu'elle fut diffusée à l'identique 25 jours plus tard, ce qui n'est pas le cas : le message reste tout à fait d'actualité lorsqu'il vient publier. On peut observer une stratégie d'information massive de la part d'*International Crisis Group*, puisque les articles traduits ont tous été publiés dans des journaux étrangers dans la même période, à 2 jours d'intervalles.

1.1.3) L'Assemblée Parlementaire de l'OTAN

Je suis actuellement assistant de recherche au sein de *l'Assemblée Parlementaire de l'OTAN (l'AP-OTAN)*, depuis Juillet 2011. *L'AP OTAN* est « une organisation interparlementaire réunissant des législateurs des pays membres de l'Alliance atlantique et de 14 pays associés. »¹³ C'est un forum de dialogue parlementaire international sur des problématiques relevant de la sécurité, la politique et l'économie. « Elle a pour principal objectif de promouvoir, entre parlementaires des pays alliés, la compréhension mutuelle des grands problèmes de sécurité qui se posent au partenariat transatlantique. Les discussions et les débats qui interviennent en son sein apportent une importante contribution au développement du consensus qui doit sous-tendre les politiques alliées ». Les rapports écrits par les différents comités de l'Assemblée Parlementaire et le Groupe Spécial pour le Moyen Orient sont soumis à l'approbation des mandataires des différents pays membres de l'OTAN en assemblée plénière. La prochaine assemblée plénière durant laquelle sera voté le rapport du groupe spécial Moyen Orient aura lieu à Bucarest (Roumanie), du 7 au 10 octobre 2011.

En ce qui concerne la Libye et l'Egypte, il n'y a qu'un seul rapport, analysant les 2 pays. Celui-ci est rédigé par les assistants de recherche, en collaboration avec les 5 directeurs des comités de *l'Assemblée Parlementaire de l'OTAN* et le rapporteur, Sénateur Antonello Cabras. Les rapports de *l'Assemblée Parlementaire de l'OTAN* sont écrits en combinant des sources primaires et secondaires. Les différentes réunions et séminaires avec des élus parlementaires, des hauts responsables gouvernementaux, des dirigeants d'organisations internationales et des experts permettent d'obtenir des informations de premier ordre. *L'AP OTAN* dispose également d'un accès à de nombreuses sources ouvertes, journaux papiers et électroniques, revues et magazines spécialisés, bases de données, etc. Etant donné l'évolution constante de la situation au Moyen Orient, le rapport est régulièrement mis à jour, pour refléter au mieux l'actualité. Une recommandation de la commission politique sur l'évolution de la situation en Libye et l'action de l'OTAN sera également votée en session plénière durant la session d'octobre 2011 et est actuellement en cours de rédaction. Si la résolution vient à être adoptée, elle sera ensuite soumise au comité de direction de l'OTAN.

L'analyse de *l'AP OTAN* est factuelle, quantitative et qualitative. Son but est avant tout la transmission de l'information auprès des parlementaires nationaux pour influencer les agendas politiques nationaux et apporter une meilleure expertise aux parlementaires ainsi que la recherche d'un consensus politique sur les problématiques liées à la zone OTAN. *L'AP*

OTAN n'est pas une institution indépendante, au même titre que *Carnegie* ou *ICG*, ce qui limite, par définition, sa capacité analytique et sa neutralité politique. De plus, les rapports publiés par *l'AP OTAN* touchent généralement des problématiques sensibles, liés à la sécurité, et sont donc soumis à une plus ou moins grande pression interne et externe (selon le sujet abordé). En outre, les rapports de *l'AP OTAN* traitent de problématiques larges qu'il est parfois difficile d'analyser de manière détaillée dans un seul rapport annuel. Néanmoins, il y a suffisamment d'espace pour recueillir des politiques critiques et être le reflet des desseins des parlementaires.

Au même titre qu'un *Think Tank*, l'influence de l'assemblée parlementaire peut être mesurée par sa couverture médiatique. Mais son importance est surtout liée à son utilité pour les politiciens destinataires d'informations clés, les mettant à même de prendre des décisions.

1.3) Comparaison des méthodologies adoptées par Carnegie, ICG et l'Assemblée Parlementaire de l'OTAN

Alors que *Carnegie* est très présent dans les médias, cherchant à influencer l'opinion publique au travers d'entretiens télévisés ou en organisant des forums de discussion avec des experts hautement qualifiés, *ICG* a plutôt privilégié la publication d'un nombre limité de rapports analytiques et quelques commentaires parus dans la presse. En effet, *ICG* cherche avant tout à investir dans le plaidoyer (« advocacy ») auprès des personnes ayant un pouvoir de décision ou d'influence sur la politique des Etats. Alors que les rapports sont lus par des fonctionnaires d'un niveau moyen, *ICG* organise des rendez vous de plaidoyer auprès des fonctionnaires de haut niveau pour directement influencer ses résolutions.¹⁴ Cette stratégie s'avère payante, étant donné sa réputation auprès des décideurs, le budget croissant de ses ressources financières, le nombre de visites sur le site web (2 millions en 2010), l'impact que le groupe revendique sur les politiques étatiques et l'éloge qu'en fait *Carnegie* dans son Essai sur le centenaire de *Carnegie*.¹⁵ La stratégie marketing s'avère payante, à en juger le nombre de références indexées par Google entre le 25 août et le 1^{er} Février. Depuis le 1^{er} février, *ICG* obtient 882 000 résultats sur google.fr et 861 000 sur google.com. En comparaison, « *Carnegie Endowment* » réalise 690 000 résultats sur google.fr et 636 000 sur google.com. « *Carnegie Middle East Center* » obtient 41 100 références, contre 30 700 pour la NATO Parliamentary Assembly » sur la même période.

Le choix éditorial influence le contenu des publications. Alors que *Carnegie* a la liberté de commenter quotidiennement l'évolution de la situation en Libye et en Egypte, *ICG* doit se focaliser sur les risques et les enjeux les plus importants du conflit et formuler une position politique à maintenir pendant un laps de temps assez long. De même *l'AP OTAN*, avec un rapport pour chaque problématique, notamment un seul rapport pour traiter de l'ensemble des modifications survenues au Moyen Orient pour le printemps arabe, ne peut se montrer

particulièrement critique envers une politique spécifique, puisque l'espace alloué est trop restreint. En revanche, *Carnegie* a l'opportunité de suivre et commenter l'actualité et donc inscrire son action dans l'agenda politique et médiatique dans lequel la Fondation cherche à influencer.

Les 3 organisations étudiées ont des méthodologies similaires dans le traitement de l'information. Toutes les 3 ont accès à un mélange d'informations primaires et secondaires pour produire des analyses quantitatives mais surtout qualitatives. Leur notoriété et leur rôle leur confèrent un contact privilégié avec les meilleurs experts économiques et politiques ainsi qu'avec les détenteurs d'un pouvoir de décision. *ICG* et *Carnegie* ont tous deux fait le choix de s'internationaliser afin d'obtenir des informations empiriques grâce à leurs filiales de recherche décentralisées. *ICG* base sa crédibilité sur son approche empirique et sa présence internationale, afin de convaincre les dirigeants de la véracité des rapports écrits et influencer sur leurs politiques. *Carnegie*, bien qu'ayant internationalisé son activité, reste un *think tank* américain, dont le but est « l'engagement actif des Etats Unis sur la scène internationale. » La clé de lecture des événements au Moyen Orient est donc différente.

II. La révolution Egyptienne

2.1) Chronologie et situation économique et politique de l’Egypte

La république arabe d’Egypte est un pays d’Afrique du Nord de 80 millions d’habitants, composé à 90% de Sunnites et environ 10% de chrétiens Coptes. L’Egypte acquiert son indépendance de l’Angleterre en 1922. Elle devient une république en 1953 et s’affranchit totalement de l’influence Anglaise en 1956, sous Gamal Abd El Nasser, avec la crise du Canal de Suez. La constitution Egyptienne de 1956 instaura un système présidentielle fort, en vigueur jusqu’à l’adoption d’une nouvelle constitution en 1971 par Anwar Al Sadate qui réintroduisit le multipartisme mais limitant en pratique les droits civiques et politiques; cette constitution fut en vigueur jusqu’en Mars 2011. Après avoir signé un traité de paix en 1979 avec Israël, l’Egypte négocia une alliance avec les Etats Unis, obtenant une aide annuelle de 2 milliards de dollars américains. En 1981, après l’assassinat d’Anwar al Sadate, Hosni Mubarak devint président de la république d’Egypte et maintint un état d’urgence pendant tous ses mandats. Un amendement constitutionnel en 2005 permit une plus grande ouverture politique pour l’opposition, mais la majorité de celle ci boycotta les élections, dénonçant les nominations obligatoires des candidats par les partis ou bloc de députés. Le principal candidat à l’opposition, Ayman Nour, fut emprisonné quelques mois après les élections.¹⁶ Selon l’indice de perception de corruption de *Transparency International*, l’Egypte est classée 99^{ème} sur 178 pays en 2010.¹⁷

En Janvier et Février 2011, des émeutes prennent de l’ampleur au Caire et dans la plupart des grandes villes du pays, revendiquant un changement de régime politique. Le 11 Février 2011, Hosni Mubarak, Président de l’Egypte depuis 1981 (après l’assassinat de Anwar al Sadate), est contraint de donner sa démission. Mohammed Hussein Tantawi, ministre de la Défense et commandant en chef des forces armées égyptiennes de 1991 à 2011, devient *de facto* le chef de l’État égyptien par intérim. Il sera le chef de l’Etat par intérim, jusqu’aux prochaines élections en Octobre 2011.¹⁸ Selon France Inter, les télégrammes diplomatiques révélés par *Wikileaks*, le décrivent comme un homme opposé aux « ouvertures politiques”.¹⁹ Les affaires courantes sont déléguées à un gouvernement dirigé depuis le 3 Mars 2011 par [Essam Charaf](#), ancien ministre des Transports de 2002 à 2005.

La situation économique de l’Egypte a été en constante amélioration durant la décennie 2000. De 2003 à 2009, le PIB a augmenté en moyenne de 4.5% et atteignant une croissance de 5.3% en 2010. Le PIB par habitant correspond à US\$ 2591 en 2010 (contre US\$ 39459 pour la France, soit 15 fois plus). Cependant, 20% de la population vit en dessous du seuil de

pauvreté.²⁰ Le taux de chômage est équivalent à celui de la France (9.6%),²¹ la dette extérieure, en baisse constante, est évaluée à 19.6% du Revenu National Brut en 2009 (contre 84.5% pour la France).²²

Chronologie :

25.01.2011 : Le Jour de la colère : près de 15000 personnes se rassemblent pour manifester contre le régime.²³

29.01.2011 : Hosni Moubarak annonce la destitution de son gouvernement et promet des réformes. Omar Souleiman est nommé vice-président.²⁴ En Europe l'Allemagne, l'Angleterre et la France publient une déclaration conjointe dans laquelle ils se disent *"vivement préoccupés par les événements"* ; ils appellent le Président Moubarak *« à engager un processus de changement qui se traduise à travers un gouvernement à représentation élargie et des élections libres et justes. »* et appellent *« les manifestants à exercer leur droit pacifiquement. »*²⁵

30.01.2011 : Les mouvements populaires se radicalisent malgré le couvre feu, mis en place de 15 heures à 8 heures.²⁶

31.01.2011 : L'armée égyptienne annonce qu'elle n'utilisera pas de la force contre les manifestants. Les Etats Unis appellent à une « transition ordonnée » et des réformes démocratiques, envoyant un mandataire spécial pour des négociations entre le régime et les opposants.²⁷

01.02.2011 : La "marche d'un million" atteint son objectif dans toute l'Egypte et dans le calme. Des centaines de milliers de manifestants se retrouvent place Tahrir au Caire. Dans une deuxième allocution télévisée, Hosni Moubarak annonce qu'il ne se représentera pas aux élections présidentielles de septembre.²⁸

02.02.2011 : Les pro-Moubarak attaquent les manifestants anti-régime sur la place Tahrir et de violents affrontements s'ensuivent. Hillary Clinton appelle Mubarak à la démission. Internet et les communications par téléphones portables sont rétablis.²⁹

03.02.2011 : Les affrontements continuent entre pro et anti Mubarak. Les journalistes étrangers deviennent des cibles. Le premier ministre s'excuse pour les violences commises contre les manifestants.³⁰ Le Ministère de la Santé Egyptien fait état de 365 morts depuis le début des événements.³¹

04.02.2011 : Des centaines de milliers de personnes restent mobilisées sur la place Tahrir. Barack Obama annonce que des négociations ont commencé avec le gouvernement Egyptien.³²

- 05.02.2011:** Les membres du comité exécutif du Parti national démocrate (PND) au pouvoir, dont Gamal Moubarak le fils de Hosni Moubarak, démissionnent.³³ Obama prend ses distances avec Hosni Moubarak en déclarant : ‘l’avenir de l’Egypte sera déterminé par son peuple’.³⁴
- 06.02.2011 :** Les Frères Musulmans acceptent d’entériner des négociations avec le vice-président Omar Souleiman et l’opposition.³⁵
- 10.02.2011:** Le président égyptien Hosni Moubarak a annoncé le transfert de ses pouvoirs au vice-président Omar Souleiman, mais sans annoncer sa démission.³⁶
- 11.02.2011:** Le vice-président égyptien Omar Souleiman annonce à la télévision la démission du président Hosni Moubarak, au pouvoir depuis près de trente ans. Le raïs “a décidé de renoncer à ses fonctions de président de la République”, a dit Souleiman, et a chargé le Conseil militaire suprême de prendre en charge les affaires publiques “dans les circonstances difficiles que traverse le pays”³⁷.
- 18.03.2011 :** Referendum réduisant la durée du mandat Présidentiel de 6 à 4 ans et à 2 mandats maximum. Le seuil d’éligibilité est également réduit, soit 30 000 signatures d’au moins 15 provinces, 30 membres d’une chambre législative, ou une nomination d’un parti politique ayant au moins 1 représentant législatif.³⁸
- 30.04.2011 :** Le mouvement des Frères Musulmans annonce la création du parti politique Liberté et Justice, promouvant l’Islam démocratique.³⁹
- 12.07.2011 :** Le Conseil Suprême des Forces Armées décide de reporter les élections à Novembre 2011 au lieu de Septembre 2011.⁴⁰
- 20.07.2011 :** Le Conseil Suprême des Forces Armées annonce que le monitoring des prochaines élections législatives en Septembre ne sera pas autorisé.⁴¹

2.2) L’analyse de la situation en Egypte

2.2.1) La circonspecte incertitude occidentale

Un des phénomènes notoires et récurrent dans les descriptions des différents centres de recherche est cette inconsistance des politiques occidentales face aux événements survenus en Egypte avant la démission d’Hosni Moubarak. Pour *Crisis Group*, en raison de l’issue incertaine des émeutes, et craignant de rompre des liens avec un allié fidèle et de longue date, conscient des préoccupations croissantes parmi ses autres partenaires régionaux face à son indécision, mais désireux de montrer sa solidarité avec les aspirations populaires, les

déclarations de Washington démontrèrent un changement de position hebdomadaire. En l'espace de trois semaines, les responsables décrivirent le régime successivement comme étant stable, puis appelant à une réforme, puis au dialogue entre le régime et l'opposition, puis évoquèrent ensuite la nécessité d'une transition ordonnée et finalement félicitèrent le triomphe du mouvement protestataire. Ceci pourrait être la conséquence inévitable de s'adresser à différents interlocuteurs nationaux et internationaux ainsi qu'à des circonstances changeantes en Egypte, donnant alors l'impression d'indécision.⁴² Pour *ICG*, « l'occident n'espérait ni ne s'attendait à ces événements et encore moins de leur résultat. Moubarak avait été un allié loyal ; la vitesse avec laquelle sa chute a été célébrée comme un triomphe de la démocratie était **anormale** voir invraisemblable.»

En ce qui concerne la capacité des pays occidentaux à influencer le cours des événements en Egypte, Michèle Dunne considère que l'administration Obama peut se targuer d'avoir eu une influence sur la force militaire Egyptienne, en prônant un usage modéré de la violence et le respect des manifestations.⁴³ De même *l'AP Otan* considère que les liens entre milieux occidentaux et militaires de la région ont permis en Egypte de transmettre un message selon lequel les contre-révolutions militaires sont inacceptables et que le recours à la force armée pour étouffer les aspirations de peuples récemment libérés ne serait pas sans conséquences. Les autres opinions avancées reflètent plutôt une incapacité des pays occidentaux à influencer le cours des événements.

Dunne considère que les événements sont dus au fait que les Etats Unis n'aient pas tenté de convaincre l'Egypte d'entreprendre des réformes sérieuses pour améliorer le respect des droits de l'homme et étendre les libertés civiles et politiques ; n'ayant pas accordé grande importance à ces réformes, Hosni Moubarak ne les auraient pas entreprises.⁴⁴ Pour Muasher et Ottaway, dans leur communiqué du 31 Janvier 2011, les Etats Unis avaient déjà perdu l'opportunité de modifier le cours des événements en Egypte et étaient relégué au rang de spectateur.⁴⁵ Les programmes d'assistance démocratique américains n'avaient pas permis de promouvoir des réformes et avaient au contraire été utilisé par les Etats Unis et les pays Arabes pour promouvoir une **image** de soutien à la démocratie.⁴⁶ Pour *ICG*, l'occident a eu tendance à commenter les événements plutôt qu'à en être acteur ; « ni les Etats-Unis ni l'Europe n'ont joué un rôle notable, malgré les liens qu'ils avaient forgé et l'aide qu'ils avaient livrés : face aux décisions prises au jour le jour par les acteurs égyptiens, les déclarations occidentales ne semblent pas avoir fait une influence significative - et, beaucoup prétendent que cette incertitude n'a finalement favorisé ni le régime ni les manifestants. »⁴⁷

Pour *ICG*, ce fait est dû à l'image largement négative de Washington parmi les Egyptiens qu'il doit à son soutien indéfectible pendant des décennies pour le régime.⁴⁸ Pour Michele Dunne, les Etats-Unis ou quelconque autre puissance, ne peuvent pas interférer sur les événements survenus en Egypte car il s'agit d'un mouvement populaire, le peuple appelant à plus de démocratie.⁴⁹ A la *BBC*, Dunne évoque également les réticences Américaines à faire pression sur le Président Egyptien Hosni Mubarak : Il y a des dangers inhérents à l'implication des Etats-Unis, ceux-ci préférant une transition pacifique vers la démocratie, un scénario dans lequel les militaires lèvent Moubarak et Souleiman de leurs fonctions.⁵⁰ Pour Ottaway, ce sont

au contraire les Etats Unis qui ont fait des erreurs stratégiques, preuve en est des messages anti-américain lors des manifestations. Ainsi, la secrétaire d'Etat Hillary Clinton a déclaré que les Etats Unis ont pressé l'Egypte d'entreprendre des réformes politiques depuis 30 ans et que cette politique continuera. Hors, par le passé, le peuple Egyptien n'a pas perçu le fait que Washington incitait à la démocratie ; donc le message reçu en Egypte est que les Etats Unis ne souhaitent pas faire pression sur Moubarak.⁵¹ De même pour Muasher, il est difficile pour les Etats Unis d'apparaître aujourd'hui comme digne de confiance, après avoir ignoré pendant des années les problèmes sous jacent au Moyen Orient. Alors que l'administration Bush cherchait à imposer des réformes au Moyen Orient, le Président Obama s'est montré moins insistant sur les réformes démocratiques et l'ouverture du système politique. Cela fit perdre aux Etats Unis de la crédibilité aux yeux du monde Arabe. La priorité d'Obama a été la conduite du processus de Paix Israélo-palestinien, cherchant à maintenir une position modérée de l'Egypte et des pays limitrophes, sans faire pression pour des réformes démocratiques.⁵²

Cependant, tous les chercheurs appellent à mettre fin à l'inconstance des Etats-Unis, même s'ils diffèrent dans la politique à suivre. Pour Dunne, il n'est pas possible pour les Etats Unis de rester neutre, au nom d'une profonde et longue relation entre les deux pays, pour lutter contre la répression politique, les abus des droits de l'homme, et des élections équitables. Les risques politiques et économiques que comporte une révolution sont importants, mais ne pas la soutenir serait encore plus risqué. Quant 'à un soutien de la répression, il porterait à une radicalisation du conflit et une plus grande instabilité.⁵³ Dunne admet toutefois que la position des Etats Unis n'est pas facile car il y a en jeu des intérêts politiques et sécuritaires pour les Etats Unis au Moyen Orient, dont le processus de paix Israélo-palestinien déjà évoqué : un changement de leadership compliquerait les efforts Américains dans la région.⁵⁴

Dans un communiqué du 31 janvier, les chercheurs de Carnegie considèrent que la politique américaine d'alliance avec les autocrates arabes au nom de la stabilité représente maintenant un danger. Ils estiment que jusqu'à maintenant les Etats Unis ont soutenu les protestataires et le régime, mais que c'est situation n'est plus tenable⁵⁵ Ottaway et Hamzawy conseillent aux Etats Unis d'invoquer un gouvernement d'unité et des élections libres.⁵⁶ Le même jour, Michèle Dunne considère que la position de la Secrétaire d'état Hillary Clinton d'intimer Moubarak à rester à son poste pendant la durée de la période de transition n'est pas réaliste. Elle conseille au contraire une suspension des aides économiques pour indiquer clairement la volonté Américaine de voir Moubarak partir.⁵⁷ Le 1^{er} février, Paul Salem affirme que le fossé entre le peuple Egyptien et Moubarak est devenu si important qu'il est maintenant impossible pour les Etats Unis de ne pas prendre parti ; les dommages aux intérêts américains ne feront qu'augmenter si Washington continue de soutenir Moubarak. De plus, tous les régimes qui connaissent aujourd'hui des troubles politiques sont pro-américains ; la politique régionale Américaine doit donc de toute façon être remise en question.⁵⁸

Les assertions de *Carnegie* deviennent plus acerbes à mesure que l'administration Américaine multiplie les annonces sujettes à controverse. Seul Muasher met en exergue le risque d'interférence dans les affaires internes Egyptienne et le fait que l'agenda reste de toute façon géré par les Egyptiens. Il ajoute toutefois que Washington a affirmé vouloir le départ de

Moubarak et qu'il faut « soutenir une transition démocratique qui commence maintenant ».⁵⁹ Le 3 février, le groupe de travail sur l'Égypte estime que le gouvernement Américain doit enjoindre l'urgence de la transition et que Moubarak n'a pas sa place dans un processus portant à un changement politique (en opposition à la position Américaine officielle). Si le gouvernement Égyptien continue à faire usage de violence, les États Unis devraient immédiatement cessé son assistance militaire à l'Égypte.⁶⁰ Le 8 février 2011, le groupe de travail sur l'Égypte de *Carnegie* publie une lettre s'adressant directement au Président Obama et à la Secrétaire d'État Hillary Clinton.⁶¹ Dans cette lettre, les chercheurs font part de leurs préoccupations, évoquant des rapports selon lesquels l'administration américaine consentirait à un « processus de transition frauduleux ». Ce processus préserverait le régime tout en lui apportant de profonds changements. Pour *Carnegie*, ce qui manque à la politique américain est une véritable volonté politique qui apporte un réel changement dans le système Égyptien. Le groupe de travail exhorte l'administration américaine à faire pression pour obtenir une transition démocratique comprenant : le départ immédiat du Président Mubarak ; des amendements constitutionnels pour préparer des élections libres ; la participation des leaders des partis d'opposition au processus transitionnel ; l'abrogation de l'état d'urgence ; la garantie des libertés d'association et d'expression pour tous les Égyptiens.

Le 9 février, Dunne explique que l'administration Obama soutient le processus mis en œuvre par le Vice Président Suleiman, alors que ce n'est pas un développement soutenu par l'opposition Égyptienne. Le Président Obama affirme qu'il devrait y avoir une transition négociée entre le gouvernement Égyptien et l'opposition et que cette dernière devait être un partenaire ; cependant, ce n'est pas ce que veut offrir Suleiman.⁶² Il faudra finalement attendre le 11 février, le jour du départ de Hosni Moubarak, pour que le Président Obama puisse enfin avoir une position jugé très claire sur son soutien pour les protestataires.⁶³ Pour Kagan, (éditorialiste, politologue et expert à Carnegie), l'administration Obama a eu raison de ne pas vouloir intervenir massivement en Égypte car les Égyptiens sont fiers et ne veulent pas d'une démocratie *made in America*.⁶⁴

2.2.2) La peur Occidentale de l'Islamisation de l'Égypte

Un des sujets récurrents dans la presse occidentale et en particulier dans l'étude de *Carnegie* concerne le risque d'Islamisation de la politique Égyptienne au travers du mouvement des Frères Musulmans (appelé également Fraternité ou Ikwam). Comme le souligne Ottaway, il y a une peur aux États Unis que les Frères Musulmans puissent prendre le pouvoir et qu'un changement de leadership puisse avoir un impact sur les relations entre Israël et l'Égypte. Pour Ottaway, c'est cette peur exagérée qui a poussé Washington pendant des années à ne pas faire pression sur le régime de Hosni Moubarak.⁶⁵ Brown évoque la toujours plus grande sensibilisation aux mouvements islamistes en Occident, conduisant certains à parler de la Fraternité comme d'une sombre organisation internationale servant de couverture pour toutes sortes de missions politiques, et même d'activités violentes. « D'un noyau solide dans le monde arabe, on dit que les tentacules des Frères s'étendent d'Oslo à Oklahoma City. » Il

explique qu'il y a effectivement une internationale des Frères musulmans, existant dans de nombreuses sociétés, chaque mouvement étant dirigé par un «superviseur général». Ces mouvements acceptent la direction du « guide », généralement personnifié par le leader de l'organisation Egyptienne (Muhammad Badie), une organisation souvent reconnue comme la « maison mère » par les autres pays.⁶⁶ Les Frères Musulmans présentent donc des défis politiques réels, mais ne représente pas une menace pour la sécurité.⁶⁷

Pour *ICG*, les commentateurs occidentaux de l'insurrection Egyptienne se sont divisé en deux camps: ceux qui ont vu l'empreinte de la Fraternité partout dans le soulèvement et ceux qui ont vu ce soulèvement comme le triomphe d'une jeune génération éduquée à l'occidentale qui a renoncé aux perspectives islamistes et anti-américaines. Les deux interprétations seraient erronées. Les moyens de communication modernes ont joué un rôle, particulièrement au début du mouvement au travers des jeunes et certains membres énergiques de la classe moyenne. La Fraternité s'est alors montrée inquiète, par peur de la répression qui allait suivre si la révolte venait à faillir. Mais elle a très vite changé de position, sous la pression de ses membres les plus jeunes et plus cosmopolite de la place Tahrir et la force surprenante des manifestations. Une fois engagée dans la bataille, la Fraternité doit avoir décidé très vite qu'il n'y aurait pas de retour en arrière: Moubarak devait partir ou bien les représailles seraient impitoyables. Le rôle des militants islamistes s'est intensifié à mesure que la confrontation est devenue plus violente en particulier dans les zones éloignées du Caire ; dans le delta en particulier, ses racines profondes et la relative faiblesse de l'opposition laïque lui permis de jouer un rôle de premier plan. De ce constat, il est possible de tirer des conclusions. Tout d'abord, la Fraternité n'agira pas rapidement ou avec force, car elle est beaucoup plus sobre et prudente que cela ; elle préfère investir dans le long terme et très certainement n'a pas le soutien d'une partie de la population et devra faire face aux divisions politiques, géographiques et générationnelles durant la transition. Cependant, son message devrait trouver un large écho.⁶⁸ Comme le souligne Brown, l'engagement social et politique de la Fraternité démontre qu'elle est profondément affectée par et enracinée dans la société dans laquelle elle opère.⁶⁹

Pour Amr Hamzawy, les gouvernements occidentaux ont trop souvent tendance à se focaliser, à tort, sur la menace Islamique. Les manifestations actuelles sont faites majoritairement par une majorité silencieuse: le peuple demandant des droits politiques et la démocratie; c'est exactement ce que l'occident à besoin de soutenir.⁷⁰ Les Etats Unis ne doivent pas considérer la démocratisation du système politique comme un danger d'islamisation de l'échiquier politique. Au travers de reformes politiques, constitutionnelles et juridiques, il y aura une pluralité d'acteurs politiques qui entreront sur la scène politique Egyptienne. Il n'y aura donc plus cette dualité entre les Frères Musulmans et le régime, utilisée par le régime pour effrayer les Etats Unis. De plus, cette ouverture politique devrait rassurer les Etats Unis car elle oblige le parti des Frères Musulmans à suivre une dynamique centriste. Le parti conservera sa constituante Islamique, mais seule une approche centriste lui permettra de créer un consensus autour de problématiques nationales attenante à cette période de transition.⁷¹ En outre, les Frères Musulmans ont déjà déclaré avant les élections de 2010 qu'ils ne désiraient pas modifier les relations avec Israël et les Etats Unis.

Pour Nathan Brown, en Egypte (et dans plusieurs autres pays arabes, notamment la Jordanie et le Maroc, par exemple), ce ne sont pas les États-Unis qui doivent décider si la Fraternité doit être incluse ou exclue du système politique. Les élections dans ce pays devront être en conformité avec la loi en vigueur et les États-Unis ne peuvent déterminer les règles d'entrée en politique électorale. En accord avec cette position, Thomas Carothers, vice président au sein de *Carnegie Endowment for International Peace*, s'offusque de certaines opinions exprimées au Parlement et Sénat Américains, tel que celle du républicain Howard Berman pour qui « notre travail c'est créer une alternative » aux Frères Musulmans. Pour Carothers, alors que les Etats Unis s'apprêtent à évaluer le soutien à fournir à l'Egypte dans cette récente transition, renforcer les principes démocratiques tout en cherchant à influencer le résultat des prochaines élections en Libye est une mauvaise idée.⁷² Si les Etats Unis souhaitent accroître leur crédibilité et contribuer à la démocratie en Egypte, les principes démocratiques tels que l'ouverture et l'inclusion plutôt que le favoritisme politique et l'exclusion doivent être respectés. En conséquence, soit les Etats Unis ouvrent leurs programmes d'aide au développement à tous les partis non violent légalement enregistrés, soit ils se tiennent loin de tout parti politique. ⁷³

Dans un article du 13 avril, Brown argumentait sur le fait que la vraie question n'était pas de savoir si les Etats-Unis doivent être en contact avec les Frères Musulmans, mais si les différentes forces politiques nationales peuvent travailler ensemble. Si oui, les Etats-Unis peuvent contribuer à cet engagement national en montrant sa disposition à travailler avec tout dirigeant légitime.⁷⁴ Dans un article du 9 août 2011, Brown restitue les propos de Hillary Clinton tenus fin Juin 2011, annonçant un possible dialogue entre les Etats Unis et les Frères Musulmans. Pour Brown, cette déclaration permet donc de normaliser la Fraternité comme acteur politique (lui donner un pouvoir de coalition) et empêcher que la peur du mouvement puisse être utilisée comme instrument d'exclusion ou de répression de la Fraternité. Cette déclaration répond à la grandissante phobie envers la Fraternité dans les cercles intellectuels Américains, mais aussi aux problématiques liées à la nouvelle politique étrangère Américaine, en particulier les liens entre le Hamas et les Frères Musulmans et en général la peur de l'Islamisme.⁷⁵ Toutefois, pour Brown les Etats Unis n'ont pas de politique envers la Fraternité et n'en n'ont pas besoin. Les États-Unis ont besoin d'une politique envers les pays dans lesquels opère la Fraternité (afin de diversifier la sécurité économique et diplomatique) mais pas d'une politique envers les Frères musulmans, pas plus que pour les autres partis politiques.

Pour *ICG*, la phase de transition politique, analysée dans la prochaine partie, sera également une opportunité pour commencer à modifier l'approche occidentale de l'islamisme politique.⁷⁶ Pourtant, malgré toutes ces positions en faveur de l'acceptation des Frères Musulmans, les doutes subsistent quant à leur engagement envers une transition séculaire et le pluralisme démocratique en Egypte. Pour Paul Salem, les manifestations sur la place Tahrir le 29 Juillet ont montré la force du mouvement Islamiste ainsi que les fortes divisions de la société Egyptienne. Même si, à l'échelle du pays, les manifestants Islamiques sont une minorité, ils peuvent modifier l'image du Printemps Arabe diffusée en Egypte et dans le monde Arabe.⁷⁷

2.2.3) La transition politique

Alors que le clivage entre les commentateurs et les représentants politiques occidentaux était important avant la fin du règne de Hosni Moubarak, il est intéressant d'analyser que les centres de recherches se contentent de proposer des recommandations durant cette phase de transition. Cette partie cherche à rendre compte de la diversité des approches occidentales.

Robert Kagan et Michèle Dunne considèrent que l'Égypte doit être la priorité des États-Unis au Moyen Orient. En effet, c'est parce que les États-Unis ont soutenu pendant longtemps un régime autoritaire en Égypte, qu'ils doivent maintenant faciliter la démocratie afin qu'il n'y ait pas de doute sur l'engagement Américain d'aider les Égyptiens à obtenir les mêmes libertés.⁷⁸ Les États-Unis ont donc besoin de montrer un soutien constant aux manifestants pro démocratiques, en public comme en privé. Ils doivent faire pression sur le commandement militaire pour débiter une réforme des services de sécurité intérieure afin de s'assurer que la torture et l'intimidation cessent.⁷⁹ *Carnegie* a publié un rapport en partenariat avec Legatum Institute et Atlantic Council, en juillet 2011, dans lequel il recommande à la communauté internationale de fournir à l'Égypte une expertise, notamment pour le développement d'institutions capables d'ouvrir le débat public, ainsi qu'en terme d'assistance aux personnes les plus démunies.⁸⁰

Pour *ICG*, le message le plus important qui peut être envoyé par l'Occident est de l'ordre des grands principes (condamnation du régime et de la violence, soutien à la représentation des minorités, aux élections libres et équitables; respect des droits de l'homme), plutôt que des prescriptions politiques spécifiques (et inévitablement changeantes). En effet, pour *ICG* l'image largement négative de Washington parmi les Égyptiens est susceptible de continuer durant la période de transition. Cela ne signifie pas que les puissances occidentales n'aient aucune influence sur la transformation politique Égyptienne, mais que leur capacité de façonner les événements est modeste. L'Occident, et en particulier les États-Unis, serait conscient de cette image négative. Subséquemment, moins les idées et suggestions sembleront provenir des États-Unis, mieux ce sera.⁸¹ Cet avis n'est pas partagé par *Carnegie* et *l'AP OTAN*. Seule Ottawa rejoint partiellement cette position. Pour elle, le gouvernement Égyptien ne peut pas prendre de décision pour le long terme. Ainsi, quelles que soient les mesures prises par le gouvernement Américain et les pays Européens, ces mesures auront plus d'impact sur les relations entre ces pays et le nouveau gouvernement Égyptien que sur l'Égypte elle-même, sur le court terme. Autrement dit, c'est une question de positionnement vis-à-vis de la transition plutôt que d'influence véritable de la transition.⁸²

Pour *l'Assemblée Parlementaire de l'OTAN*, les gouvernements des pays de l'OTAN ont manifestement un rôle à jouer, s'agissant d'aider les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord à prendre leurs distances vis-à-vis de l'autoritarisme. L'Alliance devrait se préparer à aider les nouvelles démocraties dans des domaines tels que les relations entre secteur civil et secteur militaire et la restructuration des forces armées – l'objectif étant de mieux les adapter à des sociétés plus ouvertes. A ce propos, *l'Assemblée parlementaire de l'OTAN* se considère en mesure d'apporter une contribution potentiellement importante à la transformation de la

région MOAN, notamment en collaborant avec des parlementaires démocratiquement élus et avec des forces aux idées démocratiques aspirant à l'édification de démocraties parlementaires. Elle pense pouvoir aider les forces démocratiques de la région au moment même où l'occident apprend comment traiter avec un Moyen-Orient plus ouvert et plus démocratique.⁸³

Comme l'explique Muasher, le défi pour la communauté internationale sera d'appuyer la réforme sans l'imposer. Mais encore faut-il que la communauté définisse clairement ce qu'elle entend par réforme. De plus, il est difficile de savoir quelle est la meilleure formule permettant de soutenir la réforme sans enfreindre la souveraineté égyptienne. L'Union Européenne conditionne son aide à la réalisation de réformes politiques : plus d'aide pour plus de réforme. Ce conditionnement marque une volonté d'insister sur le processus de réformes, plus que par le passé. Par contre, les institutions financières internationales, tel que le FMI ou la Banque Mondiale, ne sont pas dans une position de négociier des enjeux politiques. Il est donc difficile de trouver une formule qui puisse prendre en compte les enjeux politiques d'une part et les processus économiques soutenues par les institutions financières conditionnés aux réformes politiques d'autre part.⁸⁴ Pour Ottaway, l'état d'une économie n'influence par la transition démocratique ; un pays peut atteindre la démocratie quel que soit l'état de son économie. Dés lors, ce qui compte avant tout c'est un développement politique.⁸⁵

En ce qui concerne les prochaines élections en Egypte, le groupe de travail sur l'Egypte de *Carnegie* suggère que les États-Unis doivent soutenir des élections libres, équitables, et s'assurer de la participation de toutes les forces politiques pacifiques engagés pour les droits et libertés démocratiques. Michele Dunne ne comprend pas pourquoi le SCAF, le Conseil Suprême des Forces Armées, a pour l'instant refusé l'aide extérieure pour le monitoring des élections, car ce serait une opportunité gâchée que de vouloir tenir les premières élections équitables, libres, transparentes et d'exclure les observateurs internationaux. Les Généraux invoquent un respect de la souveraineté Egyptienne. Pour Ottaway, la présence d'observateurs internationaux est surtout une manière de rassurer l'occident mais pas vraiment les citoyens du pays. Ce qui compte, c'est la bonne organisation des élections, qui déterminera si les Egyptiens croient en le résultat des élections, lui donne de la légitimité.⁸⁶

Même si les différents candidats et partis politiques en Egypte soutiennent des positions inquiétantes pour les Américains dans le cadre de la campagne électorale, les Etats-Unis devraient déterminer l'avenir de ses relations avec l'Egypte en définissant les questions essentielles auxquels doit répondre un nouveau gouvernement en Egypte, du respect des libertés civiles aux engagements internationaux.⁸⁷ Pour Malashenko, les nouveaux gouvernements seront des gouvernements transitionnels composés de différentes forces politiques. Ils peuvent inclure l'aile modérée des Frères Musulmans.⁸⁸ Il y a un espoir pour un changement démocratique, mais le processus de transformation politique est complexe. Si les nouvelles autorités, c'est-à-dire essentiellement l'armée, n'agissent pas assez vite pour résoudre les problèmes sociaux et économiques les plus importants. Il y a le risque qu'ils soient eux même remplacé par des forces plus radicales, poussées par des idéaux révolutionnaires ou religieux. Comme le démontre la victoire du Hamas en Palestine en 2006,

il est possible qu'un système électoral démocratique fasse émerger une victoire des Islamistes, et pas forcément des forces les plus modérées. Même si ce scénario est aujourd'hui improbable, il serait potentiellement possible si la situation actuelle se détériore. Enfin, il est possible que les complexités et les contradictions du système parlementaire porte à une impasse, le public et les élites appelant un nouveau leader national, un nouveau « père de la nation », en tant qu'institution plus compréhensible et familière. En Egypte, cette figure charismatique a plus de probabilité de provenir de l'armée, auquel cas l'histoire ne ferait que se répéter.⁸⁹

Un autre point important concerne la modification de la politique étrangère égyptienne. Selon *ICG*, celle-ci va s'affirmer et devenir plus indépendante. Les puissances occidentales auront alors besoin de s'adapter à cette modification, bien qu'il ne faille pas pour autant anticiper un changement radical. L'Egypte continuera à dépendre du tourisme et de l'armée américaine ainsi que de l'assistance économique, et son armée restera attachée à ses liens stratégiques avec Washington, ainsi qu'aux accords de Camp David avec Israël. Pourtant, certains changements semblent probables, ne serait ce que parce qu'un gouvernement plus représentatif et responsable devra être en phase avec la vision de son peuple. Au fil du temps, l'Egypte va trouver plus difficile de maintenir sa position envers la bande de Gaza, ses relations avec Hamas vont s'améliorer (surtout si la Fraternité participe aux institutions politiques) et les critiques envers la politique israélienne vont s'accroître.⁹⁰

Pour Paul Salem, la future politique étrangère de l'Egypte est susceptible de ressembler à celles de la Turquie, devenant plus indépendante tout en restant allié avec l'Occident. L'influence de l'Iran devrait diminuer car son régime semble de plus en plus répressif face aux nouveaux modèles de réussite révolutionnaires qui ont émergé en Tunisie et en Egypte. Chas Freeman prévoit que sur le long terme, les politiques des pays Arabes seront plus autonome et indépendante dans leur conduite des affaires régionales, et par là même il y aura une réduction du rôle des outsiders, en particulier des Etats Unis, pour influencer les événements en Afrique du Nord et en Asie de l'ouest. Ce sera également une opportunité pour la Turquie d'étendre son influence et sa leader sur la région, ainsi que d'accélérer le développement de liens entre pays Arabe et avec l'Asie du Sud et l'Asie du Sud-Est, Arabe entre l'Est et l'Asie du Sud (peut être avec la Russie) afin de compenser et équilibrer la dépendance vis-à-vis des Etats-Unis, la Grande Bretagne et la France⁹¹

Michele Dunne doute que les Etats-Unis et l'Europe auront les mêmes intérêts que les pays exportateurs de pétrole dans la région – en particulier l'Arabie Saoudite – et que ces derniers vont chercher à promouvoir des transitions démocratiques réussies en Egypte et en Tunisie. Les investissements et les aides qu'ils vont réaliser peuvent soutenir un agenda différent qui pourrait vouloir minimiser les réformes politiques.⁹² En outre, Yuri estime que la gestion macro-économique de la région est devenue plus difficile pour les importateurs de pétrole – aujourd'hui en pleine crise économique – et un peu plus facile pour les exportateurs de pétrole. La Turquie, pour sa part, a raté l'occasion de profiter de ce changement historique pour renforcer son influence dans le monde arabe, selon Paul Salem. L'opinion publique arabe a tenu la Turquie en très haute estime dans les années passées, mais les récents événements

ont terni cette image. Pourtant les soulèvements arabes ont effectivement appelé à devenir comme la Turquie: une démocratie, avec une société civile dynamique, le pluralisme politique, la laïcité aux côtés de l'Islam, et une économie productive et assez équilibré.⁹³

2.2.4) L'assistance économique

Pour Paul Salem, les plus grand défis en Egypte et Tunisie sont aujourd'hui plus économique que politique. Le tourisme et les investissements étrangers sont en baisse alors que le gouvernement doit dépenser beaucoup pour répondre aux besoins sociaux. C'est pourquoi le soutien de la communauté internationale est important. Selon Paul Salem, le G-8 a promis environ US\$20 milliards de prêts, la Banque Mondiale aurait offert US\$ 6 milliards de budget pour la réalisation de projets en Egypte et en Tunisie, la (Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) devrait investir 3.5 milliards dans la région, le Qatar et l'Arabie Saoudite ont tous deux promis US\$ 4 milliards à l'Egypte. Cela devrait permettre à l'Egypte et la Tunisie de bien gérer leur transition politique et renforcer leur pouvoir d'exemple sur les autres pays.⁹⁴

En opposition complète avec cette opinion, Uri explique que des études conduites par la Banque Mondiale et d'autres institutions ont montré que les inégalités en Egypte étaient relativement faibles selon les standards internationaux. L'Egypte serait même plus égalitaire que les Etats-Unis (nda : le coefficient de Gini de l'Egypte est à 34.4 en 2001 contre 45 pour les Etats Unis en 2007).⁹⁵ De plus les inégalités de revenus en Egypte ne se sont pas affaiblies durant les dernières années, ce qui suggère que les fruits de la croissance économique ont été largement équitablement distribué. L'Egypte connaît bien sûr des problèmes économiques, comme le chômage, mais les racines du Printemps Arabe ne sont pas économiques mais politiques. En outre, l'Egypte n'aurait pas actuellement besoin d'une large dose d'argent à court terme, comme le prouve le fait que l'Egypte ait arrêté ses programmes avec le Fond Monétaire Internationale (FMI) et la Banque Mondiale, des programmes peu contraignant et offrant des taux d'intérêts intéressant.

Uri est d'accord sur le fait que les pertes économiques en Egypte dues aux protestations massives, les grèves et la période de transition seront considérables, avec une estimation du taux de croissance à 1% au lieu de 4.5% pour 2010.⁹⁶ Néanmoins, l'Egypte n'a pas besoin d'argent supplémentaire car l'argent reçu n'a pas été bien dépensé par le gouvernement temporaire. 500 000 travailleurs temporaires ont ainsi obtenu un contrat à durée déterminée, ce qui aura de fortes répercussions sur le prochain budget du gouvernement. Ils ont également augmenté le salaire minimum, ce qui aura des répercussions dans le secteur privé. C'est pourquoi un octroi d'argent supplémentaire sans conditions serait contre productif pour la stabilité sur le long terme de l'Egypte. Pour pallier à ce risque, Dunne propose que l'Occident encourage un retour vers des politiques favorables à la croissance économique en mettant en garde le gouvernement égyptien de ne pas prendre de nouveaux engagements sur l'embauche du secteur public.⁹⁷ Pour l'instant, il est difficile d'évaluer les risques politiques lié à la durabilité des réformes économiques, car l'actuel gouvernement de transition doit faire face à

une forte pression populaire pour inverser les politiques économiques libérales introduites par le gouvernement Moubarak et agir dans un contexte juridique différent de celui qui sera mis en place après les prochaines élections.⁹⁸ Si l’Egypte se libère des politiques de libre échange en augmentant les subventions et les mesures de protection sociale, les Etats Unis et les prestataires Etrangers se trouveront dans la position inconfortable de devoir financer des programmes économiques à l’encontre des principes néolibéraux soutenus par les Etats-Unis.⁹⁹ Le fait est que les contraintes politiques sont si nombreuses, que, quels que soient les projets entrepris par le gouvernement égyptien, peu d’objectifs seront remplis sur le court terme. L’occident aura donc besoin de tempérer ses attentes.¹⁰⁰

Pour Muasher et Dadush, dans un contexte d’incertitude, un soutien économique du monde extérieur peut réduire les conséquences financières de l’agitation. Ils considèrent qu’il y a aujourd’hui quatre grands risques, deux économiques pour la région et deux pour le monde ; il n’y a pas de temps à perdre pour les reconnaître et prendre les mesures pour les contenir. Il s’agit d’un côté de la détérioration des situations budgétaires et la perte de confiance envers les réformes économiques libérales, de l’autre des pressions sur l’émigration et les chocs pétroliers. Sur ce dernier point, Webster considère que les grands changements politiques au Moyen Orient n’ont eu qu’un effet modeste sur le niveau du prix du pétrole : la Tunisie n’est pas un grand fournisseur de pétrole et le Canal de Suez et l’oléoduc Sumed en Egypte n’ont pas posé un risque de transit. Néanmoins, le prix du baril de pétrole reste élevé car il y a un risque – quoique faible- de propagation du mouvement révolutionnaire à l’Arabie Saoudite.¹⁰¹

Muasher et Dadush insistent sur le fait qu’il est essentiel que les Etats-Unis, l’Europe, le BRIC et en particulier la Chine et l’Inde soutiennent économiquement la région au cours de sa transition. La Banque mondiale et le Fonds Monétaire international ont besoin de déployer rapidement leurs savoir-faire et leurs aides. Les interventions peuvent aller de prêts sur la balance des paiements, une assistance technique en matière budgétaire, la réforme de l’administration, et, comme l’a proposé le président de la Banque mondiale Robert Zoellick, un soutien financier pour la société civile. Il est dans l’intérêt des grandes économies de s’assurer que les réformes économiques continuent au même rythme que les réformes politiques. Sinon, les risques ne feront qu’empirer.¹⁰² Pour Dunne, la révolution en Egypte est une leçon utile à retenir pour les Etats-Unis dans leurs rapports avec les autres gouvernements de la région : un programme de réforme économique n’est pas valable s’il ne s’accompagne pas d’améliorations des conditions politiques et du respect de la loi.¹⁰³

Le groupe de travail sur l’Egypte de *Carnegie* considère que la volonté du président Obama d’alléger la dette Egyptienne de 1 milliard de dollars, ainsi que des garanties de prêts et la création d’un fonds d’entreprise pour stimuler l’investissement, ont été un geste significatif d’engagement de l’administration Obama pour le soutien à la transition politique en cours en Egypte. Le Congrès doit maintenant soutenir ce programme d’assistance vitale en vue de fournir une plus grande opportunité pour tous les Egyptiens et assurer que le ralentissement économique ne compromette pas les réformes démocratiques.¹⁰⁴ La capacité des Etats Unis à débloquer d’autres crédits pour l’aide étrangère reste toutefois une question à part entière.¹⁰⁵ Cet allègement de la dette et l’assistance économique ainsi que les étapes pour accéder au

libre échange devraient être structurés de manière à récompenser le passage d'étapes clés : la tenue d'élections parlementaires et présidentielles libres et équitables ; la rédaction d'une nouvelle constitution qui consacre les droits de l'homme et les libertés civiles pour tous les citoyens, y compris le droit de réunion, la liberté d'expression, la liberté religieuse et l'égalité des chances pour les femmes ; la réforme des services de sécurité intérieure ; la levée des restrictions sur l'indépendance judiciaire.¹⁰⁶

Il est également proposé un meilleur accès au crédit pour les PME égyptienne,¹⁰⁷ un accord commercial préférentiel, l'encouragement les investissements américains privés en Egypte, le soutien au libre-échange en incitant le gouvernement à « adopter une philosophie de libre marché économique », notamment en envoyant une délégation de cadres de haute technologie à l'Egypte et la Tunisie (proposition de John Mac Cain et Lieberman), la nomination d'un intendant spécial pour la transition aux Moyen Orient à la Maison Blanche afin de coordonner l'ensemble de la politique américaine, le Pentagone, le Ministère des Affaires Etrangères, du Trésor et du Commerce, ainsi que le secteur privé et l'aide étrangère.¹⁰⁸ De même, l'Union Européenne cherche à reformer la politique Européenne de voisinage, cherchant à prendre en compte les spécificités de la région méditerranéenne. L'idée est d'accroître la coopération et l'accès à l'Europe pour les produits – en particulier agricoles – égyptien et tunisien, ainsi que pour les égyptiens et tunisiens eux même. Cependant, il existe des intérêts différents entre l'Europe du Nord et l'Europe du Sud: les Etats du sud de l'Europe sont ceux qui reçoivent le plus d'immigrants et qui voient leurs produits agricoles directement en concurrence avec ceux des autre pays méditerranéens.¹⁰⁹ Pour Dunne, les Etats-Unis doivent travailler avec l'UE et d'autres acteurs de la région afin d'élaborer un programme global pour conjurer la désintégration de l'économie égyptienne à court terme. Le début des pourparlers sur le libre-échange avec les États-Unis et d'un processus vers une relation plus étroite ainsi que la libéralisation des échanges commerciaux avec l'UE seraient les motivations majeures pour un futur gouvernement égyptien à prendre au sérieux les mesures à entériner pour attirer les investissements et promouvoir la croissance.¹¹⁰

Pour Ottaway, l'aide offerte par les Etats Unis et l'Europe n'est encore pas suffisante.¹¹¹ Vraisemblablement, l'Egypte a besoin de créer 700 000 nouveaux postes de travail par an afin de parer à l'augmentation annuel de la population active et tous les partis politiques s'accordent à considérer que les investissements nationaux ne seront pas suffisants, le pays devra avoir recours à des investissements étrangers.¹¹² La plupart des transferts financiers américains vers l'Egypte sont pour une aide militaire et non pas une aide économique. Même si cela n'influence pas le déroulement de la période de transition, cela influence la perception que les égyptiens ont des Etats-Unis et donc les futures relations entre l'Egypte et les Etats-Unis.

2.3) Analyse des différentes positions émises par les centres de recherches

Tous les chercheurs ayant analysé la réaction des dirigeants Américains et Européens ont jugé la politique occidentale inconsistante, aussi bien pour *Carnegie*, que *ICG* ou l'*AP OTAN*. L'influence des Etats-Unis sur les événements a dans l'ensemble été jugée modérée, même si l'*Assemblée parlementaire de l'OTAN* et *Carnegie* considère que le rôle positif des militaires Egyptiens est dû à l'influence des Etats Unis. Les raisons invoquées pour expliquer cette politique occidentale divergent ; il s'agit pour *Carnegie* des réticences américaines à interférer dans les événements de politique intérieure de l'Egypte et des erreurs stratégiques de communication de l'administration américaine. Pour *ICG*, cela proviendrait de l'image négative parmi la population Egyptienne due à la politique occidentale avant les événements, n'ayant pas assez développé de programme d'assistance et de pressions pour les réformes politiques et économiques.

Pour tous les chercheurs, il faut mettre fin à l'inconstance de la politique occidentale et intervenir en faveur de l'opposition au régime, malgré les risques géopolitique régionaux. Les analyses de *Carnegie* et d'*ICG* se montrent aussi bien descriptives de la prise de position américaine, que prescriptives, prônant dans l'ensemble une politique interventionniste plus importante des Etats Unis.

Les chercheurs de *Carnegie* évoquent le risque Islamiste en Egypte, mais estiment qu'il n'est pas présent au travers des Frères Musulmans. Cette position est en phase avec la politique officielle de l'administration Obama, Même si *Carnegie* ne considère pas la Fraternité comme une menace pour la sécurité, ce n'en est pas moins un défi politique. Comme le souligne *ICG*, les Frères Musulmans représentent un grand électorat et ont joué un rôle notoire durant les événements. Ils seront représentés lors des prochaines élections par le parti Justice et Liberté. Pour *Carnegie*, il faut savoir rester fidèle aux valeurs démocratiques et prôner le pluralisme en Egypte. Les deux centres de recherche conjecturent une influence du jeu politique sur le parti politique, une force centripète sur l'échiquier politique obligeant le parti à adopter des positions modérées afin d'obtenir un électorat plus ample et pour faire face aux divisions internes au parti et à la société.

L'étude des recommandations émises par les différents centres de recherche laisse transparaître une interprétation différente du rôle de l'occident durant la période de transition en Egypte. *ICG* se montre réservé quant 'aux possibilités de l'occident d'influencer le cours historique de l'Egypte, seulement de l'ordre des grands principes. *Carnegie* considère au contraire que c'est le moment de développer de nouvelles institutions pour accroître la force de la société civile. L'*Assemblée parlementaire de l'OTAN* met en avant le rôle de l'occident pour aider à la restructuration des forces armées ainsi que les relations entre le secteur civil et militaire, promouvant son propre rôle pour œuvrer à l'édification d'une démocratie parlementaire. *Carnegie* souligne néanmoins la difficulté de poursuivre des réformes politiques consensuelles, en parallèle à des réformes politiques. Les élections sont l'enjeu

majeur de cette phase de transition, dont le dénouement peut être contraire aux attentes occidentales, tant dans la tenue des élections, qui vraisemblablement se fera sans intervention extérieure, que dans le résultat des élections. En outre, la politique étrangère Egyptienne risque de devenir plus indépendante vis-à-vis de l'occident et moins conciliante envers l'occupation de la Palestine. L'Egypte cherchera, selon *Carnegie*, à se rapprocher de l'Asie.

Les bienfaits d'une assistance économique en cette période de transition sont discutables. Certains chercheurs mettent en avant la nature transitoire de l'actuel gouvernement et le besoin de répondre à la pression populaire en cette période de forte politisation de la société Egyptienne, ce qui porte l'actuel gouvernement à prendre des décisions économiques à l'encontre des intérêts à long terme de l'Egypte, dilapidant l'assistance économique internationale. Toutefois, les besoins économiques de l'Egypte sont réels, la révolution ayant entraîné une détérioration de la situation budgétaire et une perte de confiance des investisseurs étrangers. De nombreux types d'intervention sont avancés, d'un allègement de la dette à un soutien financier à la société civile, un meilleur accès au crédit pour les PME égyptiennes, une assistance technique et financière pour une réforme économique, etc. Les chercheurs insistent sur le fait que ces réformes économiques aillent de pair avec des réformes politiques, sans quoi les transformations économiques n'auraient aucune utilité.

III. La guerre civile Libyenne

3.1) Chronologie et situation économique et politique de la Libye

La Libye, siégeant aux Nations Unies sous le nom de Jamahiriya Arabe Libyenne,¹¹³ est un pays d'Afrique du Nord comptant environ 5 millions d'habitants.¹¹⁴ Ancienne colonie Italienne puis mise sous la tutelle des Nations Unies après la fin la seconde guerre mondiale, la Libye acquiert son indépendance en 1951. En 1968, la monarchie d'Idris al Sanusi fait l'objet d'un coup d'Etat dirigé par le Colonel Mouammar al Kadhafi. En 1977, Kadhafi déclare la « *révolution du peuple* » et impose des « comités révolutionnaires » pour contrôler le peuple ; s'instaure alors un régime autoritaire et clientéliste autour du clan Kadhafi. En effet, les différences ethniques entre arabe et berbère ainsi que la dimension clanique reste à la base du processus identitaire Libyen. Il existe environ 120 clans différents en Libye. Ainsi, le clan Kadhafi de Mouammar Kadhafi occupe les plus hautes fonctions gouvernementales et militaires Libyennes, en alliance avec le clan Warfalla, le plus grand clan regroupant environ 1 million d'individus. Toutefois, il existe de nombreux sous clans (par exemple les Warfalla sont divisés en 52 sous-clans), des divisions régionales, des degrés d'affiliations différents ainsi que des intérêts socio-économiques qui limitent la loyauté tribale et interfère avec le leadership des chefs claniques.

Composé de 87% de zones désertiques et 13% de zones fertiles,¹¹⁵ la Libye est un état rentier dont 80% du PIB est assuré grâce aux revenus du pétrole et représente 95% des exportations du pays.¹¹⁶ Cela signifie que ces revenus fluctuent en fonction du cours du baril de pétrole, atteignant US\$145 à la mi-août 2008 puis diminuant drastiquement jusqu'à atteindre US\$36 en Février 2009, pour ensuite fluctuer aux alentours de US\$80 en 2010.¹¹⁷ Le PIB par habitant équivalait à environ \$14,000 par habitant en 2010. Le taux de chômage atteignait vraisemblablement 30% de la population active avant le début des émeutes en 2010.¹¹⁸

Huit ans après avoir renversé la monarchie en 1969, Kadhafi a institué la Jamahiriya, ou «Etat des masses" - un état mal construit, une création personnelle dépendant largement de la figure de Kadhafi, selon ICG. Un principe constitutif de la Jamahiriya est l'axiome, proclamée dans le Livre vert de Kadhafi (1975), qui établit que «la représentation est la fraude" et qu'aucune représentation politique officielle ne doit être autorisée. Alors que tous les autres états nord africains ont autorisé la représentation politique et ont plus ou moins permis la création de partis politiques, dans la Jamahiriya, il n'y en a eu aucun. Le faible niveau d'institutionnalisation a poussé le régime à dépendre des solidarités tribales pour sécuriser sa base de pouvoir. Les positions stratégiques au sein de la structure du pouvoir - notamment le commandement des unités des forces de sécurité les plus fiables - ont été détenus par des membres de famille Kadhafi, de son clan et de sa tribu ainsi que par d'autres tribus étroitement alliées. Dans le même temps, et surtout à compter de la fin des années 1980, les forces armées régulières ont été maintenues faibles et sous-équipées, en raison de la méfiance de Kadhafi. Les caractéristiques de l'ordre politique et militaire établi par Kadhafi et ses associés expliquent pourquoi la logique de la guerre civile s'est mise en place aussi rapidement après les premières manifestations. Les revendications présentes dès le début du

conflit et auquel Kadhafi n'a pas daigné répondre, ont très vite laissé place à la demande d'un changement de régime, le renversement ou la chute de l'ordre établi. La distinction entre l'Etat d'une part et le régime de l'autre, qui était crucial pour permettre à l'armée tunisienne et égyptienne d'agir comme médiateurs dans le conflit entre le peuple et la présidence, était impossible en Libye.¹¹⁹

Chronologie :

15.02.2011 : Une émeute à Benghazi est déclenchée par l'arrestation de l'activiste des droits humains Fethi Tarbel, ayant travaillé à la libération des prisonniers politiques.¹²⁰

21.02.2011 : Des diplomates Libyens aux Nations Unis trahissent le régime Libyen et soutiennent les rebelles de Benghazi pour renverser Muammar Kadhafi¹²¹

22.02.2011 : En réponse aux manifestations, Muammar Kadhafi menace les manifestants armés de la peine de mort, promettant de mater la révolte, si nécessaire « maison par maison, » et appelant ses partisans à descendre dans la rue.¹²²

24.02.2011 : Des milices anti-gouvernementales réussissent à prendre le contrôle de Benghazi et Tobrouk en évinçant les forces fidèles au régime.¹²³

26.02.2011 : Résolution du Conseil de Sécurité des Nations Unies n°1970, imposant une saisine de la Cour pénale internationale, un Embargo sur les armes, une interdiction de voyager ainsi qu'un gel des avoirs pour 16 personnes, dont Mouammar Kadhafi.¹²⁴

10.03.2011 : « La France reconnaît le Conseil national de transition (CNT) libyen comme le seul *"représentant légitime du peuple libyen"* et annonce qu'elle enverra prochainement à Benghazi un ambassadeur. En réponse, le gouvernement de Kadhafi suspend ses relations diplomatiques avec la France. »¹²⁵

17.03.2011 : Résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies n°1973, autorisant une zone d'exclusion aérienne en Libye.¹²⁶ En accord avec le chapitre VII de la charte des Nations Unies, le Conseil autorise *"toutes les mesures nécessaires"* pour assurer a protection des populations civiles.

19.03.2011 : Sommet de Paris, rassemblant des pays occidentaux (France, Pologne, Espagne, Allemagne, Canada, Danemark, Italie, Suisse, Grèce, Royaume Uni, Belgique, Etats Unis), ainsi que des pays arabes (Qatar, Iraq, Emirats Arabes Unis, la Jordanie, le Maroc) , Amr Moussa, Ban Ki Moon, Van Rompuy et Catherine Ashton. Ils ont déclaré que la situation en Libye est intolérable et que les actions des forces du régime Libyens peuvent être considérer comme des crimes contre l'humanité. En conséquence, les représentants ont décidé de prendre toutes les mesures nécessaires en phase avec la Résolution 1973 du Conseil de Sécurité.¹²⁷ Des frappes aériennes stoppent les forces du régime aux portes de Benghazi.

27.03.2011 : Début de l'opération OTAN Unified Protector en Libye en application du mandat délivré par le Conseil de Sécurité des Nations Unies.¹²⁸

29.03.2011 : Conférence de Londres sur la Libye : plus de 40 Ministres des Affaires Etrangères et des représentants d'organisations régionales se sont rassemblés à Londres pour évoquer les besoins humanitaires de la Libye et l'implémentation de la résolution 1973 du Conseil de Sécurité.¹²⁹

10.04.2011 : « Mouammar Kadhafi accepte la feuille de route présentée par les médiateurs de l'Union africaine (UA), menés par le Sud-Africain Jacob Zuma, en vue de mettre fin à la crise en Libye. La délégation de l'UA invite en outre l'OTAN à mettre fin à ses bombardements contre les forces de Kadhafi pour offrir une chance de succès à un éventuel cessez-le-feu. Le lendemain, les insurgés libyens rejettent ce plan de paix en faisant valoir qu'il ne répond pas à leur revendication première de voir Mouammar Kadhafi quitter le pouvoir. »¹³⁰

13.04.2011 : Premier Sommet du Groupe de Contact sur la Libye à Doha, rassemblant 21 pays. Le groupe a décidé de mettre en place un mécanisme temporaire de financement en faveur des insurgés de Benghazi. Pour le Secrétaire Général des Nations Unies, 3.6 millions de personnes sont dans le besoin d'une aide humanitaire.¹³¹

01.06.2011 : L'OTAN annonce le prolongement de sa mission pour 90 jours, soit jusqu'à fin septembre.¹³²

27.06.2011 : La Cour Internationale de Justice lance un mandat d'arrêt international à l'encontre de Mouammar Kadhafi et son fils Saif el-Islam Gedhaffi ainsi qu'Abdullah Senussi (chef de l'intelligence militaire) pour crimes contre l'humanité.¹³³

14.06.2011 : Kadhafi appelle à libérer le pays et réaffirme qu'il ne quittera jamais le pays.¹³⁴

27.07.2011 : Le Royaume Uni reconnaît le Conseil National de Transition comme le seul gouvernement légitime de la Libye.¹³⁵

29.07.2011 : Le général Abdel Fatah Younès, chef militaire de l'insurrection libyenne est assassiné.¹³⁶ Malgré son incompétence et des rumeurs de déloyauté envers l'opposition, sa mort n'en est pas moins un coup dur pour les troupes rebelles.

En Turquie, des leaders de différents clans tribaux, notamment du clan Warfalla de Baniwalid (Ouest de la Libye), se réunissent avec des membres de l'opposition Libyenne afin de lui prêter allégeance.

19.08.2011 : Après plusieurs jours de combats, les rebelles occupent la ville de Zaouïa (Az Zawiyah), coupant les possibilités de connexion entre Tripoli et la Tunisie.¹³⁷

18.08.2011 : Des négociations non officielles sont organisées en Tunisie entre le régime et les rebelles. Abdul Ilah Al-Khatib, envoyé spécial de l'ONU pour la Libye, a déclaré

à l'agence tunisienne TAP avoir rencontré "des représentants du Conseil national de transition [CNT] et du gouvernement libyen sans que ce soit dans le cadre de négociations officielles".¹³⁸ Dominique de Villepin ferait parti des pourparlers.¹³⁹

22.08.2011 : Les rebelles s'emparent de Tripoli.¹⁴⁰

3.2) L'analyse de la situation en Libye

3.2.1) L'instauration de la zone d'exclusion aérienne

L'instauration de la zone d'exclusion aérienne a fait l'objet de nombreuses controverses, laissant les experts divisés sur la question. Etant donné l'évolution de la situation en Libye durant la période d'investigation, il est nécessaire de conserver l'ordre chronologique des interventions sur le sujet.

Le 22 février, *International Crisis Group* publie un article dans lequel il est mentionné les attaques meurtrières contre des civils commis par les forces de sécurité libyennes, notamment l'utilisation d'avions militaires pour attaquer sans discernement les manifestants. *ICG* appelle la communauté internationale à réagir immédiatement et recommande la création d'une zone d'exclusion aérienne en vertu du Chapitre VII de la Charte ONU, si les attaques des avions contre des civils continuent.

Lors d'une interview 8 Mars 2011, Jessica Tuchman Matthews, Présidente de *Carnegie Endowment for International Peace*, considérait l'option d'une zone d'exclusion aérienne comme une intervention militaire coûteuse dont le résultat est plutôt incertain. Elle s'oppose donc à une action militaire, jugeant également le nombre de victimes trop difficile à déterminer et ne pouvant justifier une intervention armée. De plus, il est impossible de connaître les conséquences d'une intervention militaire et savoir si ces conséquences seront en phase avec les objectifs ayant justifié l'intervention ; si ces objectifs ne sont pas atteints, l'intervention militaire aura tout de même eu lieu. Il serait irresponsable de commencer une action militaire et ne pas se poser la question de ce qui adviendra ensuite. A juste titre, Tuchman avance que la Libye serait la plus importante opération de création d'un état, sachant qu'il n'existe aucune structure étatique en dehors de la Jamahiriya de Kadhafi. En outre, elle considère que le printemps Arabe a eu lieu sans intervention extérieure ; il appartiendrait au peuple Libyen de décider de son avenir, sans intervention extérieure.¹⁴¹ Elle prône le développement d'un consensus international incluant la ligue arabe pour un embargo sur les armes, ainsi qu'une assistance humanitaire et l'établissement de zones humanitaires protégées; un autre objectif serait également selon elle de renforcer la pression internationale, non pas sur Kadhafi, qui reste insensible aux pressions extérieures, mais sur les autres personnes faisant encore partie du régime politique.¹⁴²

Le 9 Mars 2011, Alain Déléroz, vice président de *ICG*, intitulait un article publié dans *Le Temps* « Que l'Europe se ressaisisse et vienne en aide aux Nord-Africains » ; il y faisait état dans son introduction du « sang continuant de couler en Libye où le régime n'hésite pas à utiliser l'aviation contre son peuple ; l'ampleur de ce qui se passe en Afrique du Nord depuis quelques semaines laissant l'Europe désemparée » ; puis il conclut « qu' il serait temps que les Européens se prennent à rêver d'un espace méditerranéen démocratique, et mettent autant de moyens dans la réalisation de ce rêve, qu'ils l'ont fait pour l'Europe centrale. » La position du Vice Président de *ICG* est donc particulièrement ambiguë, puisque son message fait suite au rapport sur la Libye qui préconisait l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne, mais sans la légitimer, l'Europe n'étant pas intervenue militairement en Europe Centrale.

Le 10 Mars, *ICG* considérait que la situation en Libye avait profondément changé depuis le début des manifestations anti-Kadhafi, la situation s'étant transformé en une véritable guerre civile. Alors que *Crisis Group* avait soutenu publiquement et appelé de ses vœux l'intervention de la communauté internationale pour empêcher une catastrophe humanitaire au travers l'adoption de mesures (gel des avoirs, embargo sur les armes, menace de poursuites pour crimes de guerre), l'évolution de la situation porte *ICG* à considérer une intervention militaire occidentale comme périlleuse et potentiellement contre-productive. Imposer une zone d'exclusion aérienne ou armer les rebelles pourraient faire pencher la balance du pouvoir en faveur des rebelles, mais il est peu probable que cela pourrait faire tomber rapidement le régime. L'intervention militaire doit être considérée comme un dernier recours, avec l'objectif de protéger les civils en danger, et rien ne devrait être autorisé à préempter ou empêcher la recherche urgente d'une solution politique.¹⁴³

Le 13 Mars 2011, Paul Salem, directeur du *Centre Moyen Orient de Carnegie (Carnegie MEC)*, écrivait que la Turquie se devait de participer à l'établissement d'une zone d'exclusion aérienne en Libye. Selon lui, le but est de sauver une large portion de la population civile des attaques de rétorsion de la part d'un "leader dérangé" et aider les Libyens à porter stabilité et démocratie en Libye, au nom d'une morale impérative et d'un modèle démocratique que la Turquie essaie depuis longtemps d'exporter.¹⁴⁴ Paul Salem est donc pour l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne avec un large partenariat incluant également l'Egypte, la Tunisie et la Turquie. Il invoque la solidarité arabe et le besoin de protéger les frères et sœurs Libyens, mais également le besoin de participer à la stabilité et la démocratie de la région afin de ne pas laisser à nouveau les forces occidentales ou extérieures intervenir et s'introduire dans leurs affaires internes.¹⁴⁵

Dans une lettre ouverte au conseil de sécurité des Nations Unies publiée le 16 Mars 2011,¹⁴⁶ en phase avec les positions déjà exprimées le 10 Mars 2011, Louise Arbour exhorte le Conseil de Sécurité de l'ONU à prendre immédiatement des mesures efficaces visant à parvenir à un cessez-le-feu et le lancement de négociations pour assurer une transition vers un gouvernement légitime et représentatif. La proposition d'*ICG* est en phase avec la proposition de l'Union africaine de servir de médiateur, ainsi que la reconnaissance de la Ligue arabe que

les pays arabes ont un rôle à jouer.¹⁴⁷ Ces actions devront être soutenues par la menace crédible d'une intervention militaire appropriée, comme un dernier recours, afin de prévenir des atrocités de masse. Louise Arbour estime que la situation a maintenant évolué en une guerre civile à grande échelle. L'objectif le plus urgent est de mettre fin à la violence et empêcher toute nouvelle perte de vie, tout en ouvrant la voie à une transition politique, des objectifs qui nécessitent une réponse différente. L'imposition d'une zone d'exclusion aérienne ne permet d'atteindre aucun de ses deux objectifs. Elle ne mettrait pas fin à la violence et n'accélérerait pas un règlement pacifique du conflit. Cela n'empêcherait pas non plus totalement le régime d'écraser la résistance. Les forces gouvernementales semblent prendre l'avantage en raison principalement de leur supériorité sur le terrain, et non pas la puissance aérienne. En bref, une zone d'exclusion aérienne dans les circonstances actuelles ne saurait répondre à la menace des atrocités de masse auxquelles elle est censée remédier.

Pour Marwan Muasher, l'instauration de la zone d'exclusion aérienne en Libye ne peut être lue comme une intervention occidentale ; le soutien de la Ligue Arabe (au travers un vote unanime sans précédent) et le soutien des Nations Unies ont été déterminant dans la légitimité de l'intervention en Libye. Pour Muasher, même si l'instauration de cette zone d'exclusion aérienne n'offre aucune garantie quant à sa capacité de stopper Kadhafi, c'est tout au moins un accord sur l'action à mener et permet d'envoyer un signal clair de l'isolation du régime libyen au niveau international.¹⁴⁸

3.2.2) Les enjeux motivant une intervention militaire en Libye

Selon l'*Assemblée parlementaire de l'OTAN*, la Libye en soi apparaît marginale, stratégiquement parlant, bien que Kadhafi soit considéré depuis longtemps comme un fauteur de troubles d'envergure internationale et comme une nuisance dangereuse. Cela peut expliquer pourquoi l'OTAN est intervenue afin de protéger la population civile et de délimiter une zone d'interdiction aérienne. En justifiant le soutien des américains à l'intervention, M. Obama a donné trois raisons : prévenir un afflux massif de réfugiés qui aurait pu déstabiliser l'Égypte et la Tunisie voisines, faire savoir à d'autres régimes que la violence était une réponse inacceptable aux exigences de plus grande transparence politique, et faire prévaloir l'autorité du Conseil de sécurité des Nations unies. Si les troupes de Kadhafi étaient entrées dans Benghazi, chose que l'intervention a empêchée, elles auraient provoqué un bain de sang. La communauté internationale en aurait été tenue pour responsable, elle qui se fait bien trop souvent accusée de passivité face à des massacres du même ordre. Les attaques de Kadhafi contre son propre peuple lui ayant ôté toute légitimité, cela renforcera la légitimité et le besoin d'intervenir.¹⁴⁹ En phase avec cet argument, Douglas A. Paal, expert de *Carnegie Washington*, observe que les États Unis ont toujours du combattre entre ses nobles valeurs et ses vils intérêts. Dans le cas libyen, les États Unis ont peu d'intérêt à défendre, mais beaucoup de personnes ayant invoqué des arguments de soutien humanitaire, l'administration Obama aurait tranché en faveur de ses derniers.¹⁵⁰

Moisés Naim, Senior Analyste chez *Carnegie*, fait l'inventaire des critiques émises à l'encontre de la politique de Barack Obama en Libye. L'intervention en soi est critiquée, que ce soit parce que l'intervention ne correspond pas aux intérêts américains (la production pétrolière Libyenne ne dépasse pas 2% de la production mondiale et Kadhafi avait d'excellentes relations avec les compagnies pétrolières), parce que l'intervention a été tardive et trop hésitante, ou bien au contraire pour soutenir le gouvernement temporaire de Benghazi sans disposer d'informations complètes sur les membres qui le composent, ces derniers ayant peut être des positions anti américaines ou des alliés anti-américains. En outre, Barack Obama est critiqué pour avoir autorisé les Avions et Missiles Américains à jouer un rôle important au début de la campagne de bombardement, ou bien pour n'avoir pas agi unilatéralement. Enfin, certains soulignent l'hypocrisie d'une intervention en Libye et non pas au Bahrein. Pour Moisés Naim, les informations incomplètes font parties des relations internationales, tout comme l'inconsistance d'une politique étrangère. Une politique étrangère totalement consistante ne serait pas possible ni même désirable. De plus, souvent, les chefs d'états doivent prendre des décisions basées sur des évidences incertaines et un manque d'information, car les coûts associés à l'attente d'une information complète sont trop élevés. De plus, même si la politique étrangère se base généralement sur des intérêts économiques, géopolitiques et militaires, oublier ce qui nous définit en tant qu'être humain serait inacceptable ; même si il n'y pas de convenance sur l'après Kadhafi, l'intervention était un risque à prendre.¹⁵¹

Pour l'*Assemblée parlementaire de l'OTAN*, préserver l'accès aux exportations énergétiques en provenance du Golfe et de l'Afrique du Nord demeure un souci primordial des dirigeants européens et nord-américains. Certes, les Etats-Unis importent moins de pétrole de cette région que l'Europe, mais le prix du pétrole, est peu élastique et s'établit au niveau mondial. C'est pour cette raison que la production pétrolière régionale revêt autant d'importance pour les Etats-Unis que pour l'Europe. Cependant, les intérêts énergétiques de l'Occident ne sont pas allés à l'encontre de ses prises de position en faveur d'une ouverture, d'une transparence et d'une démocratisation accrue dans la région. Ses pressions diplomatiques sur les anciens régimes d'Egypte, de Tunisie et du Yémen, de même que l'intervention en Libye, ont simultanément indiqué qu'ils soutenaient les mouvements de la société civile face à des gouvernements très répressifs. Cette attitude a rehaussé leur image en Libye et peut-être aussi au-delà de ce pays.¹⁵²

L'*AP OTAN* souligne que les enjeux de l'intervention de l'OTAN sont particulièrement importants pour l'Europe puisque cette mission marque un renversement de tendance dans la nature même des opérations de l'OTAN : les forces européennes sont à l'avant-garde, tandis que les américaines, après avoir cessé toute participation active à la défense de la zone d'interdiction de vol et arrêté leurs tirs de *Tomahawk*, assument des opérations de soutien d'une importance cruciale plutôt qu'elles n'interviennent en première ligne. Cet état de choses a suscité une intense polémique, mais on peut aussi faire observer qu'il correspond au genre de répartition des tâches que réclament les Etats-Unis depuis longtemps. L'intervention de l'OTAN a déjà fait grossir considérablement les enjeux libyens pour les gouvernements

alliés.¹⁵³ La mission initiale de l'OTAN – défendre une zone d'interdiction de vol et protéger la population des effets d'une guerre civile – a manifestement évolué, à mesure que divers dirigeants, comme les présidents français et américain, la chancelière allemande et le Premier ministre britannique, indiquaient que le maintien en place du régime de Kadhafi n'était plus acceptable. Le problème est que plus ces dirigeants s'engagent dans la guerre civile, plus grande sera leur responsabilité par la suite. Si la Libye était d'une importance stratégique marginale avant l'adoption de la résolution 1973 de l'ONU, elle ne l'est plus aujourd'hui.

Pour Alexey Malashenko, l'intervention occidentale est une manière pour l'Europe et les Etats Unis de continuer à être impliqué dans les développements politiques dans le monde Arabe et Musulman. C'est également un signal pour les révolutionnaires potentielles qu'ils peuvent bénéficier d'un soutien extérieur si le régime contre lequel ils protestent se révèle trop violent. Par la même, c'est aussi un avertissement pour les régimes dictatoriaux de traiter les revendications populaires avec moins de violence et plus de considérations, ou bien de devoir faire face à des pressions extérieures. Malashenko considère que l'intervention USA-UE pourrait intimider certaines forces au Moyen Orient, ainsi que dans d'autres régions, mais pourrait également provoquer chez d'autres une radicalisation de leurs actions.¹⁵⁴ En outre, Malashenko voit au travers de cette intervention une manière pour le Gouvernement Sarkozy de montrer sa ferme intention de couper le nœud gordien de tensions entre les Musulmans et les Français non issus de l'immigration.

L'*Assemblée parlementaire de l'OTAN* s'accorde avec Malashenko sur le fait que cette intervention est motivée par la volonté de ne plus se laisser prendre de court par l'évolution de la situation au Moyen-Orient après s'être contentés, des mois durant, de réagir aux événements, souvent en sous-estimant le pouvoir des jeunes dans la rue arabe. De nombreux gouvernements ont pris position contre un régime peu recommandable avec lequel, par le passé, ils avaient fait des affaires pour la simple raison qu'il avait renoncé à ses ambitions nucléaires et au terrorisme. Rétrospectivement, cette attitude apparaît manquer de perspicacité, puisqu'aucun de ces deux « renoncements » n'a fondamentalement changé la nature du régime en soi. A tout le moins, l'intervention en Libye aura permis aux gouvernements des pays participants de dire à ces jeunes gens que désormais et en fin de compte, ils sont à leur côté, que leurs revendications sont légitimes et que le recours à la violence systématique pour faire obstacle à la liberté d'expression est inacceptable.¹⁵⁵ Cependant, à la suite de ces changements, les gouvernements occidentaux doivent maintenant prendre en compte le vaste paysage culturel, confessionnel, ethnique et tribal de pays dans lesquels, pendant des décennies, il a suffi de concentrer l'action diplomatique sur les hauts responsables gouvernementaux. La crise libyenne, dont l'OTAN est désormais un protagoniste de premier plan, est emblématique de ce dilemme. Il ne suffit pas de dire que l'opposition cherche simplement à recouvrer une dignité perdue depuis longtemps et le droit de prendre part à la vie de la nation, même si cela est certainement vrai. Les facteurs tribaux et régionaux occupent eux aussi apparemment une place centrale dans le conflit.¹⁵⁶

Pour l'AP OTAN, les soulèvements dans la région MOAN (Moyen Orient – Afrique du Nord) ont posé un problème particulièrement épineux à la Turquie. Au début du soulèvement en Libye, quelque 25 000 Turcs travaillaient dans ce pays, la Turquie possédant des contrats commerciaux de plusieurs milliards avec le régime, en particulier dans le secteur du Bâtiment. Ses contrats furent donc gelés avec la fin du soutien au régime de Kadhafi, sans entrevoir une possible alternative à celui-ci. La crise eut également des effets néfastes sur les recettes à l'exportation et sur les envois de fonds des travailleurs émigrés au moment même où les Turcs étaient en train de perdre les interlocuteurs avec lesquels ils cultivaient si soigneusement leurs relations. Le soulèvement mit donc en péril les investissements diplomatiques et économiques les plus importants que les Turcs aient consentis au cours de la dernière décennie. Cela incita fortement les autorités turques à adopter une attitude prudente vis-à-vis de la crise qui se développait.¹⁵⁷ Cependant, comme l'explique Barkey, ce refus de soutenir l'établissement d'une zone d'exclusion aérienne puis le changement de politique coûtèrent cher au gouvernement Erdogan en termes d'image. Il y eut des manifestations contre la Turquie à Benghazi. La Turquie revint alors sur sa position initiale, prenant part aux opérations de l'OTAN en Libye, envoyant des navires de guerre sur les rivages de la Libye et évacuant des blessés Libyens durant le siège de Benghazi. Erdogan avança alors un plan en trois points, comprenant l'établissement d'un corridor humanitaire, un cessez-le-feu dans les villes contrôlées militairement par le régime, des négociations qui devraient permettre d'aboutir à une transition démocratique. Erdogan aurait eut de nombreuses conversations avec Kadhafi pour défendre sa stratégie, mais sans succès. Pour Barkey, cette stratégie rationnelle a été la base du plan transmis par l'Union Africaine.¹⁵⁸

L'AP OTAN met en avant le caractère moderne, démocratique et islamique de la société Turque, un pays nanti d'une économie dynamique: si ses partenaires occidentaux sont enlisés dans une croissance lente, la Turquie, elle, a affiché un produit national brut en hausse de 8 % en 2010. Le sentiment prévaut dans toute la région que ce pays monte en puissance et qu'il a un rôle important à jouer dans cette partie du monde. Pour leur part, les autorités d'Ankara semblent désireuses de transformer ce dynamisme en influence régionale accrue et se voient bien combler un vide du pouvoir à l'heure où d'autres acteurs de la région ou au-delà se préoccupent davantage de questions intérieures. La Turquie a des liens économiques solides – et qui s'intensifient encore – dans l'ensemble du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, et elle a indiqué clairement qu'elle souhaitait les étoffer davantage. Si la région opte effectivement pour un pluralisme accru et, au bout du compte, pour des formes de gouvernement démocratiques, le modèle turc exercera une grande influence et la Turquie elle-même sera un interlocuteur fort prisé.¹⁵⁹ Pour Barkey, de part ses affinités culturelles, son potentiel économique, son rôle en tant que pays occidentale et musulman, le fait que la Turquie ait réussi à pacifier le rôle de l'armée et sa verve contre Israël, la Turquie jouit d'une bonne réputation au Moyen Orient. Mais la Turquie devra bien œuvrer pour conserver cette position de force. Les enjeux pour la Turquie sont encore plus importants que pour les Etats Unis, ou tout du moins différent. La Turquie clame une meilleure compréhension du moyen orient que le reste de l'occident; cependant, le printemps arabe a démontré le contraire. Le printemps arabe fournit donc une opportunité pour la Turquie et l'Europe de mieux coopérer ensemble.¹⁶⁰

3.2.3) Les risques liés à la situation Libyenne

International Crisis Group établit que le conflit actuel représente clairement l'agonie de la Jamahiriya de Kadhafi. Ce qui adviendra ensuite remplit les Libyens d'espoirs de liberté. Cependant l'instauration d'un gouvernement légitime dépend beaucoup de comment et quand Kadhafi partira. Cela dépend donc de quand et comment le conflit armé cèdera la place à des négociations politiques permettant aux acteurs politiques de la Libye - y compris l'opinion publique libyenne - de répondre à la question cruciale de la définition des principes constitutifs d'un Etat post-Jamahiriya et en acceptant les modalités et les institutions provisoires de la phase de transition. La responsabilité de la communauté internationale pour le cours des événements est très grande. Malashenko prévoit une fragmentation de la Libye en 2 ou 3 parties. Alors que le pays fut créé en 1911 grâce à l'unification de trois territoires – Tripolitaine, Cyrénaïque e Fezzan, l'unité ne fut préservée que grâce à l'autorité de la dynastie Senoussa et le règne de Kadhafi. En conséquence, le départ de Kadhafi remettra inévitablement en cause la survie de la Libye en tant que pays unifié, ce qui aggravera les tensions en Afrique du Nord.¹⁶¹

Dans son rapport du 6 Juin 2011, *International Crisis Group* argumente qu'il serait hasardeux d'entrer dans une confrontation militaire dans l'hypothèse optimiste d'un conflit rapide, seulement pour la voir se transformer en une sanglante guerre prolongée. Bien qu'il existe des arguments légitimes pour une intervention rapide et massive de militaires au nom de l'opposition, cela représente des risques considérables. Outre les inconvénients évidents que comporte ce qui pourrait bien venir à être considéré comme un autre engagement militaire occidentale dans un pays musulman et le Moyen Orient et l'Afrique du Nord, il pourrait également conduire à grande échelle à des pertes de vie ainsi que précipiter un vide politique en la Libye dans lequel les différentes forces s'engageront dans une lutte prolongée et potentiellement violente pour la suprématie, avant que quelque chose ressemblant à un gouvernement d'état stable soit rétabli. Pour *ICG*, une telle situation pourrait conduire à une instabilité régionale plus large et pourrait être exploitée par des mouvements terroristes, notamment Al-Qaïda au Maghreb islamique.¹⁶²

Christopher Boucek met lui aussi en garde contre la menace Islamiste. Il rappelle que le Groupe Armé Islamique Libyen (« Libyan Islamic Fighting Group » (LIFG)) et l'opposition Islamique Libyenne (Libya's Islamist opposition) représentaient auparavant le plus grand défi pour le régime de Kadhafi. Les Islamistes lancèrent une violente révolte dans l'est du pays et tentèrent trois fois d'assassiner Kadhafi. Les Libyens sont instrumentaux aux réseaux internationaux terroristes. Les Libyens ont été bien implantés dans la hiérarchie d'Al Qaeda. Le groupé armé Islamique Libyen est composé principalement de vétérans de la Guerre en Afghanistan contre l'Union Soviétique. Le groupe aurait entraîné plus d'un millier de nationaux libyens dans les camps Afghans avant le 11 septembre et le groupe a souvent été considéré comme le plus dangereux de toute l'Afrique du Nord. Certains seraient affilié à Al Qaeda mais d'autres se battraient seulement contre le régime de Kadhafi. Depuis le début de la révolte en Libye, Al Qaeda a revendiqué de nombreux messages de soutien de la lutte contre le régime Kadhafi.

De plus, Boucek argumente que de nombreux Islamistes, qui se sont échappés de prison durant l'insurrection ou bien ont été libérés, peuvent maintenant agir dans un pays sans contrôle étatique où les armes sont nombreuses. Le 18 Février, *Reuters* a fait état de 1000 prisonniers échappés de la prison de Kuwafiyah à Benghazi ; Shaykh al-Salabi, un des idéologues du LIFG, a rejeté les requêtes formulées par le régime de jouer le rôle de médiateur dans l'actuelle crise et aurait au contraire enjoint la révolte, critiquant ouvertement les mensonges de Saif al-Islam.¹⁶³ Boucek émet l'hypothèse que les Islamistes radicaux peuvent directement menacer les intérêts américains. Même si Kadhafi essaie de s'accrocher au pouvoir, cette éventualité ne doit pas être un frein pour les Etats Unis dans leur détermination de lutter contre la menace du terrorisme Islamique. C'est pourquoi Washington doit tout faire pour s'assurer que le futur gouvernement Libyen soit un partenaire contre le terrorisme.¹⁶⁴ A ce sujet, Boucek considère qu'il y a peu d'information sur la composition de l'institution destinée à régir le territoire contrôlé par l'opposition Libyenne. Il rappelle que certains journaux Européens ont fait état d'un rapprochement entre les extrémistes et les rebelles, certains combattants ayant été en liaison avec Al Qaeda et ayant combattu contre les forces occidentales en Afghanistan.¹⁶⁵

Plus le conflit militaire en Libye se perpétue, plus il risque de compromettre les objectifs déclarés du camp anti-Kadhafi. On dénombre un grand nombre de victimes civiles. Le pays est de facto divisé, entre la prédominance de l'opposition et le régime de Kadhafi à l'ouest, deux mondes distincts politiquement, socialement et économiquement. En conséquence, il est pratiquement impossible pour le courant pro-démocratie de s'exprimer dans la plupart des villes de l'ouest de la Libye (Tripoli et, en particulier) et de peser dans la balance politique. Cette division constituera un lourd héritage pour tout gouvernement après-Kadhafi. La campagne militaire prolongée et l'instabilité présentent des menaces stratégiques pour les voisins de la Libye. Il alimente également une crise de réfugiés à grande échelle, accroissant le risque d'infiltration par Al-Qaïda au Maghreb islamique, dont les réseaux de militants sont présents en Algérie, au Mali et au Niger. Le fait d'insister sur le départ de Kadhafi comme un préalable à toute initiative politique prolonge le conflit militaire et approfondi la crise. La priorité devrait être d'assurer un cessez-le-feu immédiat et des négociations pour une transition politique vers un ordre post-Kadhafi.¹⁶⁶

Toujours selon *ICG*, la complexité de la crise libyenne découle également de l'impact de l'intervention militaire autorisée par l'ONU et maintenant dirigée par l'OTAN, dans ce qui est devenu une guerre civile. Pour *ICG*, malgré un coût politique et humanitaire important, des conditions économiques et humanitaires continuant à s'aggraver dans les régions de la Libye encore sous le contrôle du régime, les évaluations pour le maintien de l'actuelle campagne militaire pour forcer Kadhafi au départ restent complaisantes, reflétant un refus de reconsidérer la stratégie actuelle et d'envisager des alternatives. Il serait imprudent d'ignorer la possibilité que, si le régime ne connaît pas rapidement une défaite militaire, le résultat pourrait ne pas être une transition vers la démocratie, mais plutôt un vide potentiellement prolongé qui pourrait avoir de graves implications politiques et sécuritaires pour les voisins de la Libye ainsi qu'aggraver une crise humanitaire déjà préoccupante. La révolte et les efforts

militaires ultérieurs ont été relativement inorganisés. Alors que le Conseil national de transition intérimaire a fait quelques progrès vers le développement de structures politiques et militaires à l'Est, il est très improbable qu'elle possède ou puisse acquérir rapidement la capacité d'assumer le gouvernement du pays. L'hypothèse que le temps est du côté de l'opposition et que le régime sera bientôt à court de munitions ou de carburant ou d'argent (ou sera renversé par un coup d'état) est plus un vœu pieux qu'une stratégie politique sérieuse. Bien que de telles prédictions puissent s'avérer difficile à évaluer en l'absence d'estimations fiables sur les ressources de Kadhafi, le temps joue presque certainement contre le peuple libyen.¹⁶⁷

Si une solution ne peut être trouvée pour inciter les deux parties dans le conflit armé à négocier un compromis permettant une transition ordonnée vers un régime post-Kadhafi, les perspectives d'avenir de la Libye, mais aussi des autres pays d'Afrique du Nord et du Sahel (Tchad, Mali et Niger) seront inquiétantes. Le conflit en Libye demeure en suspens. Sur le court terme, il n'est pas possible de prédire la fin de la guerre, à moins d'une escalade significative des opérations de l'OTAN, mais une guerre prolongée est également fort probable, comme le démontre la récente extension de 90 jours de la mission de l'OTAN. L'espoir que les opérations de l'OTAN serait la fin du régime de Kadhafi s'est avéré fausse, la résistance du régime a été sous-estimée. L'intervention militaire internationale a sans doute renforcé la détermination de certains loyalistes à Kadhafi. Maintenant, ils se battent non seulement contre leurs compatriotes Libyens, mais surtout aussi contre les "impérialistes occidentaux", une position sur laquelle a misé Kadhafi. Des représentants des pays de l'OTAN expriment un regain d'optimisme, évaluant une pression interne et externe croissante envers le régime. Jusqu'à maintenant, l'opposition semble trop inorganisée et inexpérimentée pour mettre en difficulté les forces du régime. Leur formation et l'approvisionnement en armes et conseillers leur permettront de rester dans la lutte et même d'améliorer leur performance, mais il est peu probable que le combat s'avère bientôt décisif. Il est également irréaliste de s'attendre à ce que les bombardements aériens de l'OTAN puissent entraîner une réactivité conséquente, le rôle de la puissance aérienne ayant été trop souvent surestimé dans les conflits précédents pour fonder une politique basée sur ce mode d'attaque.¹⁶⁸

C'est pourquoi *ICG* préconise à la communauté internationale un cessez-le-feu suivi par des négociations pour obtenir une transition vers un gouvernement post-Kadhafi légitime et représentatif. Pour *ICG*, les demandes des pays occidentaux maintes fois proclamées que «Kadhafi doit partir» confondent deux objectifs très différents. Le fait qu'il ne peut avoir aucun rôle dans le prochain ordre politique reflète presque certainement l'opinion de la majorité des Libyens ainsi que du monde extérieur. Mais insister pour que son départ soit un préalable à toute négociation, y compris à un cessez-le-feu, c'est rendre un cessez-le-feu tout simplement impossible et perpétuer le conflit armé. L'affirmation que Kadhafi a omis de respecter un cessez-le-feu ignore le fait qu'aucun cessez-le-feu ne peut être maintenu s'il n'est pas observé par les deux partis. L'excuse que Kadhafi n'est pas digne de confiance peut être avancée pour n'importe quel dirigeants d'un côté ou de l'autre d'une guerre civile.¹⁶⁹ Seul un

cessez-le feu immédiat est compatible avec l'objectif initialement réclamé par l'intervention de l'OTAN, celui de protéger les civils.¹⁷⁰

L'instauration d'un cessez-le-feu aurait par exemple pu être déléguée à une force internationale de maintien de la paix, pour aborder de manière constructive des négociations entre le régime et l'opposition sans délai. Cependant, le fait d'insister que Kadhafi doit partir maintenant, en tant que condition pour un cessez le feu, rend l'imposition d'un cessez-le-feu quasiment impossible. Le mandat de cette force internationale serait d'obtenir un accord sur un cessez-le-feu immédiat, qui respecte le droit international humanitaire; l'envoi d'une force de maintien de la paix provenant principalement des forces armées des Etats de la région à agir comme un tampon, opérant sous mandat du Conseil de sécurité et avec le soutien de la Ligue arabe et de l'Union africaine; le lancement d'un dialogue entre le régime et l'opposition visant à mettre fin définitivement à l'effusion de sang et le début de la transition nécessaire pour un gouvernement responsable et légitime. Pour renforcer la crédibilité de la menace, il faut la possibilité d'utiliser tous les moyens nécessaires - y compris des mesures militaires au-delà de l'imposition d'une zone d'exclusion aérienne - pour se protéger contre les atrocités de masse ; les Etats membres devraient commencer à planifier une telle éventualité.¹⁷¹

3.3) Analyse des divergences entre les différents centres de recherches

L'instauration de la zone d'exclusion aérienne fut tout d'abord recommandée par *International Crisis Group*, avant d'être ensuite décriée. *International Crisis Group* justifie ce changement de position en invoquant le fait que la situation a évolué en une guerre civile. Le 17 Mars, soit un jour après la lettre ouverte de Louise Arbour, le Conseil de sécurité de l'ONU votait la résolution 1933, établissant une zone d'exclusion aérienne.¹⁷² Le but de cette résolution est de « protéger les civils contre les attaques systématiques et généralisées », c'est-à-dire les mêmes justifications qui poussaient *International Crisis Group* à promouvoir une zone d'exclusion aérienne le 25 Février 2011, mais à s'y opposer les 10 et 16 Mars 2011. De même, *Carnegie* fût réticent à soutenir une intervention militaire au résultat incertain. Cependant, alors qu'*ICG* maintenait une seule position officielle (mais évoluant selon la nature des événements), *Carnegie* fit valoir différents points de vues, en opposition les uns aux autres, laissant donc plusieurs interprétations possibles de la position du centre de recherche. La position d'*ICG* est soutenue par des arguments réalistes, *ICG* considérant qu'une zone d'exclusion aérienne ne permet pas de mettre fin à la violence et préparer à une transition politique. Au contraire, les arguments de *Carnegie* sont plutôt idéalistes, jugeant le résultat incertain mais préférable pour sauver la population Libyenne d'un joug autoritaire et l'aider à instaurer la démocratie en Libye.

En fonction de la théorie des jeux, la position de *Carnegie* peut être interprétée de cette manière :

Défenseur :Kadhafi			
Initiateur : l'opposition		Cessez le feu	Attaque
	Cessez le Feu	3	-1 ; 4
	Attaque	4 ; -1	2

La position d'*ICG* pour être retranscrite ainsi :

Défenseur :Kadhafi			
Initiateur : l'opposition		Cessez le feu	Attaque
	Cessez le Feu	4	-1 ; 3
	Attaque	3 ; -1	2

Pour *ICG*, les 2 parties ont intérêt à coopérer afin de négocier un cessez-le-feu (le chiffre 4 dans le tableau), en vue d'une transition politique respectée par les 2 partis. Cela suppose que les 2 partis ont un intérêt à reconnaître l'autre parti et lui accorder du crédit ; étant donné le niveau de radicalisation du discours politique de chaque parti, cela suppose, comme l'a prédit *ICG*, une guerre longue, d'usure (le chiffre 2 dans le tableau). Dans la réalité, il n'est pas certain que Kadhafi ait été dans la mesure d'accepter une transition politique démocratique, qui allait à l'encontre de l'idée même de la Jamahiriya : aucune concession ne lui est possible sans renier les principes du régime qui lui accorde sa légitimité, son autorité.

Pour *Carnegie*, l'attaque est la meilleure option (le chiffre 4 dans le tableau), étant préférable à un cessez-le-feu(3) qui ne permet pas d'instaurer la démocratie et maximiser l'effort de guerre. *Carnegie* privilégie les intérêts de long terme pour la Libye. Cette position est risquée (-1 dans le tableau en cas de défaite), car plus la guerre se prolonge, plus le coût de la guerre devient difficile à supporter pour les insurgés (2). Toutefois, l'Occident ayant choisi son camp, la victoire de ce dernier est plus probable que la capacité de Kadhafi de maintenir sa position d'isolation pendant longtemps.

La légitimation de l'intervention militaire s'appuie sur la prévision de ce qui aurait pu advenir sans l'intervention : un flux massif d'immigration, des massacres, etc. Pour *Carnegie*, l'opération militaire est légitimée par un mandat international, mais également par un droit naturel à défendre nos semblables, c'est-à-dire un droit d'ingérence. Pour l'*AP OTAN*, l'occident intervient pour défendre les valeurs démocratiques, mais également dans un souci de sécurité énergétique. Suite à l'adoption de la résolution 1973, la Libye revêt une importance stratégique, en particulier pour l'Europe qui joue un rôle de premier plan dans les opérations OTAN. C'est également une manière d'intimider les autres régimes autoritaires et rester maître des événements. La Turquie à également un rôle important en Libye, prenant part aux opérations OTAN, ayant à risquer de nombreux intérêts économiques en Libye, et étant au surplus un modèle de réussite politique et économique dans tout le Moyen Orient.

Cependant, ses prises de position originelles en faveur du *status quo* ont quelque peu entaché sa crédibilité.

Pour *ICG*, l'instauration d'un gouvernement légitime en Libye dépend largement de l'évolution du conflit, qui semble, en Juin 2011, encore long et hasardeux. *ICG* considère que la division de la Libye durant cette période de transition est d'ores et déjà néfaste au prochain gouvernement post-Kadhafi. *Carnegie* évoque même une division du pays en 3 parties. Cette position alarmisme porte les centres de recherches à spéculer sur une éventuelle percée d'Al Qaeda, déjà présent en Algérie, Mali et Niger. *Carnegie* fait également état de soupçons et de liens entre Al Qaeda et le TNC. *ICG* considère le TNC comme incapable d'assumer le gouvernement du pays. Seul un compromis entre les deux parties peut porter vers une transition ordonnée vers un régime post-Kadhafi, en commençant par un cessez-le-feu immédiat entre les partis. L'instauration d'un cessez-le-feu serait alors appliquée par une force de maintien de la paix sous mandat de l'ONU.

Conclusions

Au travers de leurs analyses prescriptives et descriptives, *Carnegie* et *International Crisis Group* se sont révélés être d'excellents « *Think Tanks* ». Grâce à sa large couverture des événements en Libye et principalement en Egypte, *Carnegie* a pu commenter l'actualité, s'impliquer sur les thématiques de l'agenda politique internationale américain, améliorer la compréhension des événements. Etant très présent sur la scène médiatique, *Carnegie* a eu un rôle important de soutien de la révolte populaire Egyptienne auprès des Etats Unis. En tant qu'acteur de la société civile, *Carnegie* a joué son rôle de contre-pouvoir en dénonçant l'ambivalence de la politique étrangère américaine. En ce qui concerne la Libye, certains articles de *Carnegie* se sont opposés à l'intervention militaire, mais la Fondation s'est montrée globalement favorable à celle-ci. Le peu d'articles publiés pendant toute la période d'incertitude du succès de la révolte Libyenne témoigne pourtant d'une certaine réserve. Soit *Carnegie* a préféré mobiliser ses ressources sur l'étude d'autres conflits plus importants durant cette période, soit cela a été un choix manifeste de ne pas risquer une position hasardeuse.

International Crisis Group a fait le choix de s'opposer à l'instauration de la zone d'exclusion aérienne en Libye, qui s'est finalement avérée être un succès pour mettre fin à un régime autoritaire, limiter la répression du régime de Kadhafi et seconder la volonté populaire Libyenne. Les positions d'*International Crisis Group* ont été tout à fait honorables, cherchant à limiter le nombre de victimes dues au conflit et éviter le risque d'une guerre prolongée. Elles furent également courageuses, s'opposant à la perception et l'action de la communauté internationale. Toutefois, en termes d'influence décisionnelle, *International Crisis Group* n'a pas réussi à convaincre et imposer ses recommandations. Le calendrier suivi par *ICG* pourrait être à la base de cette erreur stratégique, le groupe ayant commencé à prôner l'instauration du cessez-le-feu seulement quelques jours avant le vote de la résolution 1973 du Conseil de sécurité de l'ONU. En ce qui concerne l'Egypte, *ICG* a fait le choix de prendre position seulement après la démission d'Hosni Moubarak, une position confortable afin d'analyser les enjeux liés à la transition et apporter ses connaissances en matière de transition politique et sa compréhension de la société égyptienne.

En ce qui concerne le mémoire de l'*Assemblée parlementaire de l'OTAN*, il sera finalement de nouveau remis à jour en fonction des derniers événements survenus en Libye durant la troisième semaine d'août. La version actuelle a toutefois montré l'esprit critique avec lequel l'*AP OTAN* juge l'action des Etats occidentaux en faveur de la démocratie en Egypte et la reconnaissance de la pluralité de la société Egyptienne. Pour la Libye, l'*AP OTAN* a mis en avant les risques et les enjeux liés à l'intervention militaire, tout en lui apportant son soutien.

Le futur de l'Egypte s'avère incertain mais prometteur. Il existe une continuité historique qui limite les fractures au sein de la société, puisque les forces d'ancien régime, comme l'actuel Chef du conseil suprême des forces armées (Muhammad Tantawi), font parties de la transition politique. Bien que le niveau de politisation de la société reste élevé, aucune faction ne remet en cause l'ordre actuel : toutes les factions politiques sont prêtes à entrer dans le jeu démocratique. Le soulèvement populaire a obtenu le soutien de la communauté internationale,

qui a de nombreuses manières d'accompagner les Egyptiens durant la transition politique. Cependant, l'actuelle morosité de la conjoncture économique limitera la capacité de soutien financier à l'Égypte. En outre, le présent mémoire a mis en avant les limites de cette aide financière pour un gouvernement de transition en proie à la pression populaire.

Le futur de la Libye est plus incertain. Certes, la déclaration de Paris du 12 avril 2011 de 61 chefs de clans ayant affirmé leur volonté de construire une "Libye unie" une fois le "dictateur Kadhafi parti", aura permis de conserver un front uni jusqu'à la fin du régime de Kadhafi.¹⁷³ Le plus dur sera maintenant de surmonter les divisions politiques, régionales et claniques au sein du Conseil National de Transition (CNT), maintenant que l'ennemi commun ne permet plus de rassembler l'opposition. Il n'est pas certain que les forces islamiques, qui ont joué un rôle durant cette période d'instabilité politique, reconnaissent l'autorité politique du CNT et s'associent à la vision de l'Etat du CNT. S'étant engagé à organiser des élections d'ici 8 mois, le CNT devra non seulement garantir une transition démocratique, mais également assurer les fonctions régaliennes de l'état. Le désir de justice de la population devra être nuancé par le besoin d'unité et de rassemblement de toutes les factions politiques, y compris celles s'étant battu jusqu'au bout pour l'ancien régime. La sécurité intérieure implique une démobilisation des rebelles et le contrôle des frontières. Ce sera un processus difficile à mener, comme l'ont été les transitions politiques qui ont suivi la chute des régimes autoritaires en Europe, notamment en Allemagne et en Italie. Le CNT dispose toutefois d'un grand soutien international et de revenus pétroliers conséquents, le prix du dollar restant actuellement assez élevé.

L'intervention militaire en Libye soulève également la question de la responsabilité de protéger (*Responsability to Protect, R2P*) les populations civiles. Cette légitimation de l'usage de la force dans un but humanitaire va à l'encontre du respect du droit de souveraineté et reste délicate. L'adoption de la résolution 1973 par le Conseil de sécurité de l'ONU n'a été possible que grâce au choix d'abstention de la Chine et de la Russie, deux pays fervent défenseur du respect de la souveraineté des Etats et de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'un Etat. Cela ne crée donc pas un précédent pour le développement d'un « droit d'ingérence », mais offre un exemple supplémentaire d'intervention à but humanitaire, favorisant l'émergence d'une norme internationale. La légitimation de l'intervention ne doit pas pour autant être lue comme une action altruiste, les intérêts occidentaux dans la région étant importants, en termes géopolitique, sécuritaire, économique, énergétique, voire politique. En soutenant les révoltes contre les dictatures en Égypte et en Libye, l'Occident espère redorer son image de défenseur de la démocratie, notamment auprès des populations du Moyen-Orient.

Au delà de ces notions d'intérêts, le printemps Arabe apporte plus encore, il offre l'opportunité d'un réel rapprochement entre le Moyen Orient et l'Occident.

Annexe 1

Le premier article présenté est celui paru dans *Semana*, le 9 Juin 2011¹⁷⁴ et le second est l'article publié par International Crisis Group le 13 Mai 2011¹⁷⁵. Chaque couleur correspond à un bloc de paragraphe qui est une traduction directe du texte d'origine. Il y a un changement de couleur lorsque l'ordre des paragraphes est modifié ; le numero des paragraphes permet de suivre les collages effectués. Les deux articles suivent le même ordre des paragraphes.

Texte 1: Libia: ¡Alto al fuego!

Louise Arbour, *Semana* | 9 Jun 2011

Mientras más tiempo persista el conflicto militar en Libia, más se ponen en riesgo los objetivos declarados por el bando anti-Gadafi. La mayoría de las víctimas son civiles, habiendo sido heridos o convirtiéndose en refugiados. El país está dividido: el este se encuentra predominantemente dominado por la oposición y el oeste predominantemente controlado por el régimen. Esto deriva en dos mundos distintos en términos políticos, sociales y económicos.

El resultado es que a la corriente de opinión pública pro-democrática de la mayor parte del oeste de Libia (y particularmente en Trípoli) le es prácticamente imposible expresarse y hacer peso en el balance político. Esto será, sumado a la creciente amargura de ambos bandos, un pesado legado para cualquier gobierno que venga luego del de Muamar el-Gadafi.

La prolongada campaña militar, y su consecuente inestabilidad, presentan además amenazas estratégicas para los vecinos de Libia. Aparte de alimentar una crisis de refugiados a gran escala, están incrementando el riesgo de la infiltración de al-Qaeda en el Magreb islámico cuyas redes de activistas están presentes en Argelia, Mali y Níger. Insistir en la partida de Gadafi como precondition para cualquier iniciativa política prolonga el conflicto militar y profundiza la crisis aún más. La prioridad en cambio debería ser asegurar un alto al fuego inmediato, así como negociaciones en torno a una transición hacia un orden político post-Gadafi (1)

Sin duda el Yamahiriya, el “estado de las masas” de Gadafi, se encuentra moribundo y solamente un tipo muy diferente de estado - uno que de lugar a libertades cívicas y políticas - podrá satisfacer el extendido deseo de los libios de un gobierno representativo y que se atenga a la ley. Pero está claro que encontrar una salida de la histórica creación de Gadafi nunca iba a ser tarea fácil.(2)

El carácter de la presente crisis en Libia surge del complejo pero, por lo pronto, incierto impacto de la intervención militar, autorizada por las Naciones Unidas y ahora formalmente liderada por la Organización del Tratado del Atlántico Norte (OTAN), en lo que ya se había convertido en una guerra civil. A pesar de que la OTAN ha salvado al bando anti-Gadafi de una derrota inmediata, no ha logrado resolver el conflicto a su favor (3)

Asumir que el tiempo está de lado de la oposición y que el régimen se quedará pronto sin municiones, combustibles o dinero (o que será derrotado por un golpe de estado) sustituye a

las políticas serias con ilusiones.(4) Si no se encuentra un modo de inducir a ambos lados del conflicto armado a negociar un compromiso que permita una transición ordenada a un estado post-Gadafi y post-Yamahiriya, las perspectivas futuras para Libia, y también para todo el norte de África y los países del Sáhel (Chad, Mali y Níger) serán funestas. (5)

Un avance político es de lejos la mejor forma de salir de la situación creada por el costoso atasco militar. Este avance va a requerir un alto al fuego y acceso de ayuda humanitaria ilimitada a todas las áreas del país. La implementación de la ayuda debería ser monitoreada por fuerzas de manutención de paz de las Naciones Unidas. Esto debe ser complementado con negociaciones inmediatas y serias entre el régimen y los representantes de la oposición para asegurar un arreglo sobre una transición pacífica hacia un orden político nuevo y más legítimo.

Tal resultado también requiere de la participación de una tercera fuerza que sea de confianza para ambas partes, algo que en la actualidad escasea. Una propuesta política conjunta presentada por la Liga Árabe y la Unión Africana - la primera vista más favorablemente por la oposición, la última preferida por el régimen - es un modo de llevar adelante un acuerdo. Pero esto no puede suceder sin que los líderes de la revuelta y de la OTAN reconsideren su posición actual.

La demanda, proclamada en varias ocasiones, de que "Gadafi debe irse" confunde dos objetivos muy diferentes. Insistir en que él no puede tener ningún papel en el orden político post- Yamahiriya casi con seguridad refleja la opinión de la mayoría de los libios, así como del mundo exterior. Pero insistir en que tiene que irse como condición previa para cualquier negociación, incluida la del alto al fuego, es transformarlo en un objetivo casi imposible y maximizar la posibilidad de la continuación del conflicto armado.(6)

En última instancia, sólo un alto al fuego inmediato es consistente con el propósito originalmente establecido por la OTAN para su intervención, el de proteger civiles.(7) La responsabilidad que tendrá la comunidad internacional sobre el curso que tomen los eventos es muy grande. En lugar de mantener obstinadamente la política actual y correr el riesgo de que las secuelas traigan un caos peligroso, la comunidad internacional debe actuar ahora para asegurar una salida negociada a la guerra civil y facilitar un nuevo comienzo para la vida política de Libia.(8)

Louise Arbour es la presidenta de International Crisis Group.

Texte 2 : Libya: Achieving a Ceasefire, Moving toward Legitimate Government

Brussels | 13 May 2011

The longer Libya's military conflict persists, the more it risks jeopardising or undermining the anti-Qaddafi camp's avowed objectives. Civilians are figuring in large numbers as victims, both as casualties and refugees. The country is *de facto* being partitioned, as divisions between the predominantly opposition-held east and the predominantly regime-controlled west harden into distinct political, social and economic worlds.

As a result, it is virtually impossible for the pro-democracy current of urban public opinion in most of western Libya (and Tripoli in particular) to express itself and weigh in the political balance. All this, together with mounting bitterness on both sides, will constitute a heavy legacy for any post-Qaddafi government.

The prolonged military campaign and attendant instability likewise present strategic threats to Libya's neighbours. Besides fuelling a large-scale refugee crisis, they are raising the risk of infiltration by al-Qaeda in the Islamic Maghreb, whose networks of activists are present in Algeria, Mali and Niger. To insist on Qaddafi's departure as a precondition for any political initiative is to prolong the military conflict and deepen the crisis. Instead, the priority should be to secure an immediate ceasefire and negotiations on a transition to a post-Qaddafi political order. (1)

Unlike events in neighbouring Tunisia and Egypt, the confrontation that began in mid-February between the popular protest movement and Qaddafi's regime morphed into a civil war from a very early stage. This owes a great deal to the country's history and chiefly to the peculiar character of the political order Colonel Qaddafi and his associates set up in the 1970s.

Whereas Egypt and Tunisia had been well-established states before Presidents Mubarak and Ben Ali came to power in 1981 and 1987 respectively, such that in both cases the state had an existence independent of their personal rule and could survive their departure, the opposite has been true of Libya. As a result, the conflict has taken on the character of a violent life-or-death struggle.

Eight years after overthrowing the monarchy in 1969, Qaddafi instituted the Jamahiriya, or "state of the masses" -- a jerry-built state that is very much a personal creation largely dependent on his role. A constitutive principle of the Jamahiriya is the axiom, proclaimed in Qaddafi's *Green Book* (1975), that "representation is fraud" and that no formal political representation is to be allowed.

Whereas all other North African states have at least paid lip-service to the right to political representation and have permitted political parties of a kind, however unsatisfactory, in the Jamahiriya there has been none at all, and attempts to create them have been considered treason.

The consequence of this radical refusal of the principle of representation has been to stunt the development of anything approaching effective, formal institutions or civil society. Notably, the articulation of diverse ideological outlooks and currents of political opinion, which other North African states have allowed to at least some degree, has been outlawed in Libya.

A corollary of this low level of institutionalisation has been the regime's reliance on tribal solidarities to secure its power base. Strategic positions within the power structure -- notably command of the security forces' most trusted units -- have been held by members of Qaddafi's own family, clan and tribe and of other closely allied tribes. At the same time, and especially as of the late 1980s, the regular armed forces have been kept weak, undermanned and under-equipped, the object of Qaddafi's mistrust.

These various features of Qaddafi's political order help explain why the logic of civil war set in so quickly after the first demonstrations. The protest movement's early demand that

Qaddafi leave unavoidably implied not simply his departure and regime change, but rather the overthrow or collapse of the entire order that he established. The distinction between the state on the one hand and the regime on the other, which was crucial to enabling the Tunisian and Egyptian armies to act as neutral buffers and mediators in the conflict between people and presidency, was impossible to make.

There can be no doubt that the Jamahiriya is moribund and that only a very different form of state -- one that allows political and civic freedoms -- will begin to satisfy the widespread desire of Libyans for representative and law-bound government. Yet it was never going to be an easy matter to find a way out of the historic cul-de-sac of Qaddafi's creation. (2)

The character of the Libyan crisis today arises from the complex but so far evidently indecisive impact of the UN-authorized military intervention, now formally led by NATO, in what had already become a civil war. NATO's intervention has saved the anti-Qaddafi side from immediate defeat but has not yet resolved the conflict in its favour. (3) Given its mounting political and human costs, complacent assessments that simply sustaining the present military campaign or increasing pressure will force Qaddafi out soon enough reflect a refusal to reconsider current strategy and envisage alternatives.

In any event, it would be reckless to ignore the possibility that, should the regime suffer swift military defeat, the outcome might be not a transition to democracy but rather a potentially prolonged vacuum that could have grave political and security implications for Libya's neighbours as well as aggravate an already serious humanitarian crisis.

The revolt and its subsequent military efforts have been comparatively unorganised affairs. While the Interim Transitional National Council -- the institution designed to govern opposition-controlled territory -- has been making some progress in developing political and military structures in the east, it is most improbable that it has or can soon acquire the capacity to take on the business of governing the country as a whole.

The assumption that time is on the opposition's side and that the regime will soon run out of ammunition or fuel or money (or will be overthrown by a palace coup) similarly substitutes wishful thinking for serious policy-making.(4) Although such predictions might turn out to be true -- and it is difficult to assess in the absence of reliable estimates of Qaddafi's resources -- time almost certainly is not on the Libyan people's side.

As the military confrontation draws out, casualties and destruction mount, the country's division deepens, and the risk of infiltration by jihadi militants rises. Economic and humanitarian conditions in those parts of Libya still under regime control will worsen. Nor should the cost to Libya's neighbours of a prolonged chaotic, unstable situation at their borders be overlooked.

If some way cannot be found to induce the two sides in the armed conflict to negotiate a compromise allowing for an orderly transition to a post-Qaddafi, post-Jamahiriya state, the prospect for Libya but also North Africa as a whole and the Sahel countries (Chad, Mali and Niger) will be ominous.(5)

A political breakthrough is by far the best way out of the costly situation created by the military stalemate. This will require a ceasefire and unfettered humanitarian access to all areas within the country, implementation of which should be monitored by a UN-mandated

international peacekeeping force. It must be accompanied by immediate, serious negotiations between regime and opposition representatives to secure agreement on a peaceful transition to a new, more legitimate political order.

Such an outcome also necessitates involvement by a third party trusted by both sides -- actors currently in short supply. A joint political proposal by the Arab League and the African Union --the former viewed more favourably by the opposition, the latter preferred by the regime -- is one possibility to lead to such an agreement. But this cannot happen without the leadership of the revolt and NATO rethinking their current stance.

Their repeatedly proclaimed demand that “Qaddafi must go” confuses two quite different objectives. To insist that he can have no role in the post-Jamahiriya political order is one thing, and almost certainly reflects the opinion of a majority of Libyans as well as of the outside world. But to insist that he must go as the precondition for any negotiation, including that of a ceasefire, is to render a ceasefire all but impossible and maximise the prospect of continued armed conflict. (6)

To insist that he both leave the country *and* face trial in the International Criminal Court is virtually to ensure that he will stay in Libya to the bitter end and go down fighting. Ultimately, only an immediate ceasefire is consistent with the purpose originally claimed for NATO's intervention, that of protecting civilians.(7)

The claim that Qaddafi has failed to deliver a ceasefire ignores the fact that no ceasefire can be sustained unless it is observed by both sides. The complaint that Qaddafi cannot be trusted is one that can be levelled at any number of leaders on one side or another of a civil war. The way to deal with the issue is to establish the political conditions -- by mobilising through concerted diplomacy a strong international consensus in favour of an immediate, unconditional ceasefire and serious negotiations -- that will increase the likelihood that he keeps to his undertakings.

The present conflict clearly represents the death agony of Qaddafi's ca. Whether what comes after it fulfils Libyans' hopes for freedom and legitimate government very much depends on how and when Qaddafi goes.

This in turn depends on when and how the armed conflict gives way to political negotiation allowing Libya's political actors -- including Libyan public opinion as a whole -- to address the crucial questions involved in defining the constitutive principles of a post-Jamahiriya state and agreeing on the modalities and interim institutions of the transition phase.

The international community's responsibility for the course events will take is very great. Instead of stubbornly maintaining the present policy and running the risk that the aftermath will be one of dangerous chaos, it should act now to secure a negotiated end to the civil war and facilitate a new beginning for Libya's political life.(8)¹⁷⁶

¹ Carnegie Endowment for International Peace, *The global Think Tank*,

<http://www.carnegieendowment.org/about/>

² Foreign Policy Research Institute, *The Global "Go To Think Tank" 2010*, 18/01/2011,

<http://www.fpri.org/research/thinktanks/GlobalGoToThinkTanks2010.pdf>

³ Carnegie Middle East Center, About Carnegie Middle East Center, <http://carnegie-mec.org/about/?lang=en>

-
- ⁴ **Lamiaa Al Sadaty**, *visages : explorateur de démocratie*, Al Ahram, Semaine du 2 au 8 mars 2011, numéro 860, <http://hebdo.ahram.org.eg/arab/ahram/2011/3/2/visa0.htm>
- ⁵ **International Crisis Group**, *A propos de Crisis Group*, <http://www.crisisgroup.org/fr/apropos.aspx>
- ⁶ **Adesnik David**, *Centennial essay book*, 2011, Carnegie, http://issuu.com/carnegie_endowment/docs/centennial_essaybook/77, p.77.
- ⁷ **Foreign Policy Research Institute**, *The Global "Go To Think Tank" 2010*, 18/01/2011, <http://www.fpri.org/research/thinktanks/GlobalGoToThinkTanks2010.pdf>
- ⁸ **International Crisis Group**, *Popular protest in North Africa and the Middle East (V): making sense of Libya*, Middle East/North Africa Report N°107,6 June 2011, <http://www.crisisgroup.org/~media/Files/Middle%20East%20North%20Africa/North%20Africa/107%20-%20Popular%20Protest%20in%20North%20Africa%20and%20the%20Middle%20East%20V%20-%20Making%20Sense%20of%20Libya.pdf> p.32
- ⁹ **Arbour Louise**, *Libya: Achieving a Ceasefire, Moving toward Legitimate Government*, International crisis Group, 13 Mai 2011, <http://www.crisisgroup.org/en/publication-type/media-releases/2011/libya-achieving-a-ceasefire-moving-toward-legitimate-government.aspx>
- ¹⁰ **Arbour Louise**, Libyen braucht einen Waffenstillstand – sofort, 06/06/2011, Die Zeit, <http://www.zeit.de/politik/ausland/2011-06/libyen-waffenstillstand/seite-1> [Available 27/07/2011].
- ¹¹ **Arbour Louise**, صراع إطالة مخاطر، ليد يا في ال صراع، Dar Al Hayat, 07/06/2011, <http://ksa.daralhayat.com/ksaarticle/275045> [Available 27/07/2011].
- ¹² **Arbour Louise**, *Libia: ¡Alto al fuego!*, El Semana, 09/06/2011, <http://www.semana.com/opinion/libia-alto-fuego/158170-3.aspx> [Available 27/07/2011].
- ¹³ **Assemblée Parlementaire de l'OTAN**, *A propos de l'Assemblée Parlementaire de l'OTAN*, <http://www.nato-pa.int/default.asp?SHORTCUT=1>
- ¹⁴ **International Crisis Group**, *fifteen years on the front lines*, 12/06/2011, <http://www.crisisgroup.org/en/about/annual-report/~media/Files/misc/Crisisgroup-15-yearsReduced.ashx>, p.49.
- ¹⁵ **International Crisis Group**, 2011 Annual Report, 01/03/2010, http://www.crisisgroup.org/en/about/~media/Files/Annual%20Reports/Crisis_Group_Annual_Report_2011.ashx, p.44, 45., **Adesnik David**, *Centennial essay book*, 2011, Carnegie, http://issuu.com/carnegie_endowment/docs/centennial_essaybook/79, p.79.
- ¹⁶ **Freedom House**, *2010 Egypt Report*, 20/06/2011, <http://www.freedomhouse.org/template.cfm?page=22&year=2010&country=7816>
- ¹⁷ **Transparency International**, *Corruption perceptions index 2010*, 20/06/2011, http://www.transparency.org/policy_research/surveys_indices/cpi/2010/results
- ¹⁸ **Election Guide**, *Country Profile: Egypt*, <http://www.electionguide.org/country.php?ID=65>
- ¹⁹ **France Inter**, *Les chroniques-Revue de Presse*, 14 février 2011.
- ²⁰ **CIA**, *The world Factbook: Gini index*, <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/fields/2172.html#41>
- ²¹ **Ministère des Affaires Etrangères**, *Présentation de l'Égypte*, http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo_833/egypte_414/presentation-egypte_958/presentation_1967.html
- ²² **Banque Mondiale**, *Égypte*, <http://donnees.banquemondiale.org/pays/egypte-republique-arabe-d>, **Insee**, *Finances publiques : Les comptes de la Nation - Base 2005*, 30/05/2011, http://www.insee.fr/fr/themes/theme.asp?theme=16&sous_theme=3
- ²³ **Le Monde**, *L'opposition Égyptienne dans la rue contre le pouvoir*, 25/02/2011, http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2011/01/25/manifestations-hostiles-au-pouvoir-en-egypte_1470431_3218.html
- ²⁴ **Le Monde**, *Égypte : Moubarak limoge le gouvernement, des manifestants convergent au Caire*, 29/02/2011, http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2011/01/29/egypte-le-president-moubarak-annonce-la-dissolution-du-gouvernement_1472295_3218.html
- ²⁵ **Elysée**, *EGYPTE : Déclaration conjointe du Président de la République française, Nicolas SARKOZY, de la Chancelière fédérale d'Allemagne, Angela MERKEL, et du Premier ministre du Royaume uni, David CAMERON*, 29/01/2011, http://www.elysee.fr/president/les-actualites/declarations/2011/egypte-declaration-conjointe-du-president-de-la_10544.html
- ²⁶ **Le Monde**, *Égypte : la révolte continue, la confusion règne*, 30/01/2012, http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2011/01/30/egypte-la-revolte-continue-la-confusion-regne-au-caire_1472775_3218.html
- ²⁷ **The Guardian**, *Egypt protests - Monday 31 January*, 31/01/2011, <http://www.guardian.co.uk/news/blog/2011/jan/31/egypt-protests-live-updates>

-
- ²⁸ **Europe 1**, *Egypte : plus d'un million de manifestants*, 01/02/2011, <http://www.europe1.fr/International/Egypte-plus-d-un-million-de-manifestants-395781>
- ²⁹ **The Guardian**, *Egypt protests - Wednesday 2 February*, 02/02/2011, <http://www.guardian.co.uk/news/blog/2011/feb/02/egypt-protests-live-updates>
- ³⁰ **Le Monde**, *Télézapping : Egypte : "Personne ne sait comment ça va finir"*, 03/02/2011, http://www.lemonde.fr/tele-zapping/video/2011/02/03/egypte-personne-ne-sait-comment-ca-va-finir_1474906_811987.html
- ³¹ **Le Brech** Catherine, *Bilan du soulèvement: 365 morts*, France 2, 03/02/2011, <http://info.france2.fr/monde/bilan-du-soulevement-365-morts-67405546.html>
- ³² **The Guardian**, *Egypt protests: Friday 4 February*, 04/02/2011, <http://www.guardian.co.uk/world/blog/2011/feb/04/egypt-protests-day-departure-live>
- ³³ **AFP**, *Égypte: démission de la direction du PND*, Le Figaro, 05/02/2011, <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2011/02/05/97001-20110205FILWWW00457-egypte-demission-du-bureau-executif-du-pnd.php>
- ³⁴ **Euronews**, *Barack Obama : Soulèvement en Egypte*, 05/02/2011, <http://fr.euronews.net/2011/02/05/obama-l-avenir-de-l-egypte-determine-par-son-peuple/>
- ³⁵ **Salaun** Tangi, **Lagarde** Dominique, *Egypte: que veulent les Frères musulmans?*, 09/02/2011, L'express, http://www.lexpress.fr/actualite/monde/egypte-que-veulent-les-freres-musulmans_960203.html
- ³⁶ **Le Figaro**, *Égypte : Moubarak reste, les manifestants furieux*, 10/02/2011, <http://www.lefigaro.fr/international/2011/02/10/01003-20110210ARTFIG00600-egypte-le-president-moubarak-pourrait-demissionner-rapidement.php>
- ³⁷ **RFI**, *Démission de Moubarak : la communauté internationale se félicite*, 11/02/2011, <http://www.rfi.fr/afrique/20110211-demission-moubarak-communaute-internationale-felicite>
- ³⁸ **AFP**, *Égypte/référendum: le "oui" l'emporte*, Le Figaro, 20/03/2011, <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2011/03/20/97001-20110320FILWWW00159-egyptereferendum-le-oui-l-emporte.php>
- ³⁹ **Euronews**, *Muslim Brotherhood prepares for Egypt vote*, 30/04/2011, <http://www.euronews.net/2011/04/30/muslim-brotherhood-prepares-for-egypt-vote/>
- ⁴⁰ **Shenker** Jack, *Egypt hit by new wave of protests as military postpones election*, The Guardian, 13/07/2011, <http://www.guardian.co.uk/world/2011/jul/13/egypt-protests-military-postpones-election>
- ⁴¹ **Associated Press**, *Egypt Elections: Foreign Monitors Not Allowed, Generals Announce* Huffington Post, 20/07/2011, http://www.huffingtonpost.com/2011/07/20/egypt-elections-foreign-monitors_n_905030.html
- ⁴² **International Crisis Group**, *Popular protest in Africa and the Middle east*, Rapport Moyen Orient/Afrique du Nord N°101, 24 Février, International Crisis Group,p.4.
- ⁴³ **Dunne** Michele, *US and Arab leaders walk fine line in Egypt*, February 4 2011, Newhour, Carnegie, http://carnegieendowment.org/publications/index.cfm?fa=view&id=42531&solr_hilite=Egypt
- ⁴⁴ **Dunne** Michèle, *crisis in egypt : the protests and US policy*, Washington Post, 31 janvier 2011, http://carnegieendowment.org/publications/index.cfm?fa=view&id=42425&solr_hilite=Egypt
- ⁴⁵ **Muasher** Marwan, **Ottaway** Marina, **Dunne** Michele, *From Tunisia to Egypt : protests in the arab world*, 31 janvier 2011, <http://carnegie-mec.org/events/?fa=3148>
- ⁴⁶ **Muasher** Marwan, **Ottaway** Marina, **Dunne** Michele, *From Tunisia to Egypt : protests in the arab world*, 31 janvier 2011, <http://carnegie-mec.org/events/?fa=3148>
- ⁴⁷ **International Crisis Group**, *Popular protest in Africa and the Middle east*, Rapport Moyen Orient/Afrique du Nord N°101, 24 Février, International Crisis Group,p.4.
- ⁴⁸ **International Crisis Group**, *Popular protest in Africa and the Middle east*, Rapport Moyen Orient/Afrique du Nord N°101, 24 Février, International Crisis Group,p.4.
- ⁴⁹ **Dunne** Michèle, *crisis in egypt : the protests and US policy*, Washington Post, 31 janvier 2011, http://carnegieendowment.org/publications/index.cfm?fa=view&id=42425&solr_hilite=Egypt
- ⁵⁰ **Dunne** Michèle, *US "timid" over Egyptian reform*, 31 janvier 2011, BBC's, Carnegie, http://carnegieendowment.org/publications/index.cfm?fa=view&id=42440&solr_hilite=Egypt
- ⁵¹ **Brown** Nathan J., **Dunne** Michèle, **Muasher** Marwan, **Ottaway** Marina, *Arab Politics : Q&A*, 1^{er} fevrier 2011, <http://carnegie-mec.org/publications/?fa=42450#situation>
- ⁵² **Muasher** Marwan, *How the U.S. Can Back Mideast Reform*, 9 Février, Politico, Carnegie, <http://www.carnegieendowment.org/2011/02/09/how-u.s.-can-back-mideast-reform/fl>
- ⁵³ **Dunne** Michele, *Egypt Uprising Not a Surprise*, 9 Février 2011, CNN, Carnegie, http://carnegieendowment.org/publications/index.cfm?fa=view&id=42581&solr_hilite=
- ⁵⁴ **Dunne** Michèle, *Egypt Faces Uncertain Future*, 10 Février 2011, NPR, Carnegie, http://carnegieendowment.org/publications/index.cfm?fa=view&id=42602&solr_hilite=Egypt

-
- ⁵⁵ **Muasher** Marwan, **Ottaway** Marina, **Dunne** Michele, **Hamzawy** Amr, *From Tunisia to Egypt : protests in the arab world*, 31 janvier 2011, <http://carnegie-mec.org/events/?fa=3148>
- ⁵⁶ **Muasher** Marwan, **Ottaway** Marina, **Dunne** Michele, **Hamzawy** Amr, *From Tunisia to Egypt : protests in the arab world*, 31 janvier 2011, <http://carnegie-mec.org/events/?fa=3148>
- ⁵⁷ **Dunne** Michèle, US “timid” over Egyptian reform, 31 janvier 2011, BBC’s, Carnegie, http://carnegieendowment.org/publications/index.cfm?fa=view&id=42440&solr_hilite=Egypt
- ⁵⁸ **Salem** Paul, *Middle East : brave now world for the US*, 1^{er} février 2011, Fox News, Carnegie, http://carnegieendowment.org/publications/index.cfm?fa=view&id=42489&solr_hilite=Egypt
- ⁵⁹ **Muasher** Marwan, 7 Février 2011, *The danger of half steps*, New York Times, Carnegie, http://carnegieendowment.org/publications/index.cfm?fa=view&id=42550&solr_hilite=Egypt
- ⁶⁰ **Carnegie**, *Violence in Egypt : A statement by the Working Group on Egypt*, 3 Février 2011, http://carnegieendowment.org/publications/index.cfm?fa=view&id=42495&solr_hilite=Egypt
- ⁶¹ **Carnegie**, *Egypt’s transition to democracy : a letter from the working group on Egypt*, 8 février 2011, http://carnegieendowment.org/publications/index.cfm?fa=view&id=42555&solr_hilite=Egypt
- ⁶² **Dunne** Michele, *U.S. Position on Egypt Crisis Unclear*, 9 Février 2011, http://carnegieendowment.org/publications/index.cfm?fa=view&id=42574&solr_hilite=
- ⁶³ **Dunne** Michele, *Egypt's Consequences for US Foreign Policy*, 11 Février, MSNBC, Carnegie, http://carnegieendowment.org/publications/index.cfm?fa=view&id=42620&solr_hilite=Egypt
- ⁶⁴ **Dunne** Michele, **Kagan** Robert, *Why Egypt Has To Be The U.S. Priority In The Middle East*, Carnegie, <http://carnegie-mec.org/publications/?fa=42920>
- ⁶⁵ **Brown** Nathan J., **Dunne** Michèle, **Muasher** Marwan, **Ottaway** Marina, Arab Politics : Q&A, 1^{er} fevrier 2011, <http://carnegie-mec.org/publications/?fa=42450#situation>
- ⁶⁶ **Brown** Nathan, the Muslim Brotherhood, “House Permanent Select Committee on Intelligence Subcommittee on Terrorism”, HUMINT, Analysis, and Counterintelligence, Washington, D.C., 13 Avril 2011
- ⁶⁷ Ibid.
- ⁶⁸ **International Crisis Group**, *Popular protest in Africa and the Middle east*, Rapport Moyen Orient/Afrique du Nord N°101, 24 Février, International Crisis Group, p.4
- ⁶⁹ **Brown** Nathan, the Muslim Brotherhood, “House Permanent Select Committee on Intelligence Subcommittee on Terrorism”, HUMINT, Analysis, and Counterintelligence, Washington, D.C., 13 Avril 2011
- ⁷⁰ **Hamzawy** Amr, *U.S. Fear of Islamists Undermines Egypt Democracy*, 10 Février, <http://carnegie-mec.org/publications/?fa=42584>
- ⁷¹ **Hamzawi** Amr, *political islam and democracy in Egypt*, 23 Février 2011, <http://www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/revolution-in-cairo/interviews/amr-hamzawy.html>
- ⁷² **Carothers** Thomas, *How Not To Promote Democracy In Egypt*, Washington Post, 24 Février 2011, http://carnegieendowment.org/publications/index.cfm?fa=view&id=42766&solr_hilite=Egypt
- ⁷³ **Carothers** Thomas, *How Not To Promote Democracy In Egypt*, Washington Post, 24 Février 2011, http://carnegieendowment.org/publications/index.cfm?fa=view&id=42766&solr_hilite=Egypt
- ⁷⁴ **Brown** Nathan, the Muslim Brotherhood, “House Permanent Select Committee on Intelligence Subcommittee on Terrorism”, HUMINT, Analysis, and Counterintelligence, Washington, D.C., 13 Avril 2011
- ⁷⁵ **Nathan** Brown, *What Does the U.S. Want to Talk to the Brotherhood About?*, National Interest, 9 aout 2011, Carnegie, <http://carnegieendowment.org/2011/08/09/what-does-us-want-to-talk-to-brotherhood-about/4lly#comments>
- ⁷⁶ **International Crisis Group**, *Popular protest in Africa and the Middle east*, Rapport Moyen Orient/Afrique du Nord N°101, 24 Février, International Crisis Group, p.4.
- ⁷⁷ **Salem** Paul, *Islamist Protests in Egypt Question Fate of Arab Spring*, Al Ahat, 4 Aout 2011, Carnegie, <http://carnegieendowment.org/2011/08/04/islamist-protests-in-egypt-question-fate-of-arab-spring/4lcp>
- ⁷⁸ **Dunne** Michele, **Kagan** Robert, *Why Egypt Has To Be The U.S. Priority In The Middle East*, Carnegie, <http://carnegie-mec.org/publications/?fa=42920>
- ⁷⁹ **Dunne** Michele, **Kagan** Robert, *Why Egypt Has To Be The U.S. Priority In The Middle East*, Carnegie, <http://carnegie-mec.org/publications/?fa=42920>
- ⁸⁰ **Dunne** Michele, **Gedmin** Jeffrey, Carnegie, *Egypt’s democratic transition : five important myths about the economy and international assistance*, Legatum Institute, Atlantic Council, Juillet 2011.
- ⁸¹ **International Crisis Group**, *Popular protest in Africa and the Middle east*, Rapport Moyen Orient/Afrique du Nord N°101, 24 Février, International Crisis Group, p.4.
- ⁸² **Dadush** Uri, **Dunne** Michele, *Egypt in transition: the current economic situation and the role of international assistance*, 22 juin 2011, Débat, Transcript, Carnegie.

-
- ⁸³ **Assemblée Parlementaire de l'OTAN**, *Incidences des soulèvements dans la région du Moyen Orient et Afrique du Nord*, Antonello Cabras (Rapporteur), 07/05/2011.
- ⁸⁴ **Dadush Uri, Masood Ahmed, Marwan Muasher, Dunne Michele**, *Middle East and North Africa in turmoil*, 9 Mai 2011, Washington, Carnegie.
- ⁸⁵ **Dadush Uri, Dunne Michele**, *Egypt in transition: the current economic situation and the role of international assistance*, 22 juin 2011, Débat, Transcript, Carnegie.
- ⁸⁶ **Dadush Uri, Dunne Michele**, *Egypt in transition: the current economic situation and the role of international assistance*, 22 juin 2011, Débat, Transcript, Carnegie.
- ⁸⁷ **Working Group on Egypt**, *U.S. Should Give Meaningful and Constructive Support to Egypt's Democratic Transition: A Statement by the Working Group on Egypt*, Carnegie, 7 Juin 2011, <http://www.carnegieendowment.org/2011/06/07/u.s.-should-give-meaningful-and-constructive-support-to-egypt-s-democratic-transition-statement-by-working-group-on-egypt/5pl>
- ⁸⁸ **Malashenko Alexey**, *The Limits of Endless Revolution*, briefing vol. 13 Issue 2, Carnegie Moscow Center, Mars 2011.
- ⁸⁹ **Malashenko Alexey**, *The Limits of Endless Revolution*, briefing vol. 13 Issue 2, Carnegie Moscow Center, Mars 2011.
- ⁹⁰ **International Crisis Group**, *Popular protest in Africa and the Middle east*, Rapport Moyen Orient/Afrique du Nord N°101, 24 Février, International Crisis Group, p.4.
- ⁹¹ **Freeman Chas**, *The Arab Reawakening and Its Strategic Implications*, 6 Avril 2011, Carnegie, http://carnegieendowment.org/publications/index.cfm?fa=view&id=43471&solr_hilite=Egypt
- ⁹² **Dadush Uri, Masood Ahmed, Marwan Muasher, Dunne Michele**, *Middle East and North Africa in turmoil*, 9 Mai 2011, Washington, Carnegie.
- ⁹³ **Salem Paul**, 'Arab Spring' Has Yet to Alter Region's Strategic Balance, *Los Angeles Times*, Carnegie, 9 Mai 2011, <http://carnegie-mec.org/publications/?fa=43907>
- ⁹⁴ **Salem Paul**, *The Arab Summer: Taking Stock*, *Ahram Online*, July 6, 2011 <http://carnegieendowment.org/2011/07/06/arab-summer-taking-stock/2vx8>
- ⁹⁵ **CIA**, *The world Factbook: Gini index*, <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/fields/2172.html#41>
- ⁹⁶ **Dadush Uri, Dunne Michele**, *Egypt in transition: the current economic situation and the role of international assistance*, 22 juin 2011, Débat, Transcript, Carnegie.
- ⁹⁷ **Dunne Michele**, **Too Big to Fail**, *World Affairs Journal*, Carnegie, 5 Avril 2011, http://carnegieendowment.org/publications/index.cfm?fa=view&id=43422&solr_hilite=Egypt
- ⁹⁸ **Dadush Uri, Dunne Michele**, *Egypt in transition: the current economic situation and the role of international assistance*, 22 juin 2011, Débat, Transcript, Carnegie.
- ⁹⁹ **Muasher Marwan, Ottaway Marina, Dunne Michel, Hamzawy Amr**, *After Mubarak*, 16 Février 2011, <http://www.carnegie-mec.org/events/?fa=3166>
- ¹⁰⁰ **Dunne Michele**, **Too Big to Fail**, *World Affairs Journal*, Carnegie, 5 Avril 2011, http://carnegieendowment.org/publications/index.cfm?fa=view&id=43422&solr_hilite=Egypt
- ¹⁰¹ **Boucek Christopher, Webster Jamie, Timmer Hans, Dadush Uri, Khan Mohsin**, *Oil Prices and Middle East Turmoil: The Economic Consequences*, 31 Mars 2011, http://carnegieendowment.org/events/?fa=eventDetail&id=3197&solr_hilite=Egypt
- ¹⁰² **Muasher Marwan, Dadush Uri**, *The middle East bailout*, *National Interest*, 13 Avril 2011, http://carnegieendowment.org/publications/index.cfm?fa=view&id=43574&solr_hilite=Egypt
- ¹⁰³ **Dunne Michele**, *Egypt: How a Lack of Political Reform Undermined Economic Reform*, 23 Février 2011, Carnegie, http://carnegieendowment.org/publications/index.cfm?fa=view&id=42710&solr_hilite=Egypt
- ¹⁰⁴ **Working Group on Egypt**, *U.S. Should Give Meaningful and Constructive Support to Egypt's Democratic Transition: A Statement by the Working Group on Egypt*, Carnegie, 7 Juin 2011, <http://www.carnegieendowment.org/2011/06/07/u.s.-should-give-meaningful-and-constructive-support-to-egypt-s-democratic-transition-statement-by-working-group-on-egypt/5pl>
- ¹⁰⁵ **Dadush Uri, Masood Ahmed, Marwan Muasher, Dunne Michele**, *Middle East and North Africa in turmoil*, 9 Mai 2011, Washington, Carnegie.
- ¹⁰⁶ **Working Group on Egypt**, *U.S. Should Give Meaningful and Constructive Support to Egypt's Democratic Transition: A Statement by the Working Group on Egypt*, Carnegie, 7 Juin 2011, <http://www.carnegieendowment.org/2011/06/07/u.s.-should-give-meaningful-and-constructive-support-to-egypt-s-democratic-transition-statement-by-working-group-on-egypt/5pl>
- ¹⁰⁷ **Dadush Uri, Dunne Michele, Ottaway Marina**, *Egypt in transition: the current economic situation and the role of international assistance*, 22 juin 2011, Débat, Transcript, Carnegie.

-
- ¹⁰⁸ **Dunne Michele, Kagan Robert**, *Why Egypt Has To Be The U.S. Priority In The Middle East*, Carnegie, <http://carnegie-mec.org/publications/?fa=42920>
- ¹⁰⁹ **Dadush Uri, Masood Ahmed, Marwan Muasher, Dunne Michele**, *Middle East and North Africa in turmoil*, 9 Mai 2011, Washington, Carnegie.
- ¹¹⁰ **Dunne Michele, Too Big to Fail**, *World Affairs Journal*, Carnegie, 5 Avril 2011, http://carnegieendowment.org/publications/index.cfm?fa=view&id=43422&solr_hilite=Egypt
- ¹¹¹ **Dadush Uri, Dunne Michele, Ottaway Marina**, *Egypt in transition: the current economic situation and the role of international assistance*, 22 juin 2011, Débat, Transcript, Carnegie.
- ¹¹² **Dadush Uri, Masood Ahmed, Marwan Muasher, Dunne Michele**, *Middle East and North Africa in turmoil*, 9 Mai 2011, Washington, Carnegie.
- ¹¹³ **Nations Unies, Etats Membres**, <http://www.un.org/fr/members/#1>
- ¹¹⁴ **Ministère des Affaires Etrangères, Présentation de la Libye**, http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo_833/libye_409/presentation-libye_990/geographie_8707.html#sommaire_2
- ¹¹⁵ **Ministère des Affaires Etrangères, Présentation de la Libye**, http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo_833/libye_409/presentation-libye_990/geographie_8707.html#sommaire_2
- ¹¹⁶ **CIA, world factbook : Libya**, <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/ly.html>
- ¹¹⁷ **Prixdubaril.com, Prix du baril : Le cours officiel du baril de pétrole**, <http://prixdubaril.com/>
- ¹¹⁸ **Evans Lisa**, *Tunisia: how does it compare to other countries in the region?*, The Guardian, 20 Janvier 2011, <http://www.guardian.co.uk/world/datablog/2011/jan/18/tunisia-data-store#zoomed-picture>
- ¹¹⁹ **International crisis group, Popular protest in the Middle East: making sense of Libya**, International Crisis Group, Middle East/North Africa report n°107, 6 June 2011.
- ¹²⁰ **Reuters, Timeline: Libya's uprising against Muammar Gaddafi**, 04/04/2011, <http://www.reuters.com/article/2011/04/04/us-libya-timeline-idUSTRE7332HA20110404>
- ¹²¹ **AFP, Libye: Kadhafi doit partir (diplomate)**, Le Figaro, 21/02/2011, <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2011/02/21/97001-20110221FILWWW00632-libye-kadhafi-doit-partir-diplomate.php>
- ¹²² **Le Monde, Libye : Kadhafi prend le risque d'encourager une guerre civile**, 22 Février 2011, http://www.lemonde.fr/afrique/article/2011/02/22/libye-kadhafi-prend-le-risque-d-encourager-une-guerre-civile_1483828_3212.html
- ¹²³ **Reuters, Timeline: Libya's uprising against Muammar Gaddafi**, 04/04/2011, <http://www.reuters.com/article/2011/04/04/us-libya-timeline-idUSTRE7332HA20110404>
- ¹²⁴ **Organisation des Nations Unies, Résolution 1970**, 26 Février 2011, <http://daccess-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N11/245/59/PDF/N1124559.pdf?OpenElement> [Available 17/07/2011].
- ¹²⁵ **Le Monde, La guerre en Libye : chronologie des événements**, 17/08/2011, http://www.lemonde.fr/afrique/article/2011/08/17/la-guerre-en-libye-chronologie-des-evenements_1559992_3212.html#ens_id=1481986
- ¹²⁶ **Organisation des Nations Unies, Résolution du Conseil de Sécurité 1973**, <http://daccess-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N11/268/39/PDF/N1126839.pdf?OpenElement>
- ¹²⁷ **Ministère des Affaires Etrangères, Implementation of United Nations Security Council resolution 1973 (March 19, 2011)**, http://www.diplomatie.gouv.fr/en/country-files_156/libya_283/implementation-of-resolution-1973-19.03.11_15239.html
- ¹²⁸ **OTAN, NATO and Libya - Operation Unified Protector**, http://www.nato.int/cps/en/SID-6D8D5A50-EA0F6EB1/natolive/topics_71652.htm?
- ¹²⁹ **Foreign and Commonwealth Office, The London Conference on Libya**, 29/03/2011, <http://www.fco.gov.uk/en/global-issues/mena/libya/london-conference-on-libya/>
- ¹³⁰ **Le Monde, La guerre en Libye : chronologie des événements**, 17/08/2011, http://www.lemonde.fr/afrique/article/2011/08/17/la-guerre-en-libye-chronologie-des-evenements_1559992_3212.html#ens_id=1481986
- ¹³¹ **Foreign and Commonwealth Office, Libya Contact Group: Chair's statement**, 13/04/2011, <http://www.fco.gov.uk/en/news/latest-news/?view=News&id=583592582>
- ¹³² **BBC, Libya conflict: NATO extends mission by 90 days**, 01/06/2011, <http://www.bbc.co.uk/news/world-africa-13616794>
- ¹³³ **Simons Marlise, Charges of War Crimes Brought Against Qaddafi**, The New York Times, 27/06/2011, <http://www.nytimes.com/2011/06/28/world/africa/28libya.html>
- ¹³⁴ **Le Soir, Kadhafi veut « libérer » Benghazi**, 14/07/2011, <http://www.lesoir.be/actualite/monde/2011-07-14/kadhafi-veut-liberer-benghazi-851121.php>
- ¹³⁵ **CNN, Britain recognizes Libyan rebels as legitimate government**, 27/06/2011, http://articles.cnn.com/2011-07-27/world/uk.libya.embassy_1_rebel-council-libyan-rebels-transitional-national-council?_s=PM:WORLD

-
- ¹³⁶ **Portes** Thierry, *La mort mystérieuse du general Younès*, Le Figaro, 29/07/2011, <http://www.lefigaro.fr/international/2011/07/29/01003-20110729ARTFIG00566-en-libye-la-mort-mysterieuse-du-general-younes.php>
- ¹³⁷ **Le Monde**, *Libye : les rebelles affirment s'être emparés de Zaouïa et Zlita*, 19/08/2011, http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2011/08/19/la-situation-humanitaire-se-deteriore-en-libye_1561472_3218.html
- ¹³⁸ **Le Monde**, *Confusion autour de négociations entre les rebelles et le régime libyen*, 16/08/2011, http://www.lemonde.fr/libye/article/2011/08/16/confusion-autour-de-negociations-entre-les-rebelles-et-le-regime-libyen_1560199_1496980.html
- ¹³⁹ **Clarisse** Yves, *Villepin actif dans les négociations sur l'avenir de la Libye*, France Inter, 18/08/2011, <http://www.franceinter.fr/depeche-villepin-actif-dans-les-negociations-sur-l-avenir-de-la-libye>
- ¹⁴⁰ **Fahim** Kareemn, **Kirkpatrick** David, *Jubilant Rebels Control Much of Tripoli*, Herald Tribune, 22/08/2011, <http://www.nytimes.com/2011/08/23/world/africa/23libya.html?ref=global-home>
- ¹⁴¹ **Tuchman** Matthews Jessica, *Charlie Rose: a look at Libya*, 8 Mars 2011, Carnegie Endowment for International Peace, <http://carnegie-mec.org/publications/?fa=42933> [Available 17/07/2011].
- ¹⁴² **Tuchman** Matthews Jessica, *Charlie Rose: a look at Libya*, 8 Mars 2011, Carnegie Endowment for International Peace, <http://carnegie-mec.org/publications/?fa=42933> [Available 17/07/2011].
- ¹⁴³ **International Crisis Group**, *A Ceasefire and Negotiations the Right Way to Resolve the Libya Crisis*, 10 Mars 2011, <http://www.crisisgroup.org/en/publication-type/media-releases/2011/a-ceasefire-and-negotiations-the-right-way-to-resolve-the-libya-crisis.aspx>
- ¹⁴⁴ **Salem** Paul, *Turkey Should Participate in Libyan No-fly Zone*, Hurriyet, 13 Mars 2011, http://www.carnegie-mec.org/publications/?fa=43022&zoom_highlight=libya [Available 17/07/2011].
- ¹⁴⁵ **Salem** Paul, *Egypt, Tunisia, and Turkey Should Participate in Libyan No-Fly Zone*, 15 Mars 2011, Carnegie Middle East Center, http://www.carnegie-mec.org/publications/?fa=43190&zoom_highlight=libya [Available 17/07/2011].
- ¹⁴⁶ **Arbour** Louise, *Open Letter to the UN Security Council on the Situation in Libya*, International Crisis Group <http://www.crisisgroup.org/en/publication-type/media-releases/2011/open-letter-unsclibya.aspx>
- ¹⁴⁷ **Arbour** Louise, *Lettre ouverte au conseil de sécurité des Nations Unies*, 16 mars 2011, International Crisis Group, <http://www.crisisgroup.org/en/publication-type/media-releases/2011/open-letter-unsclibya.aspx>
- ¹⁴⁸ **Muasher** Marwan, *A Remarkable Precedent*, *New York Times*, 17 Mars 2011, <http://www.carnegie-mec.org/publications/?fa=43111> [Available 17/07/2011].
- ¹⁴⁹ **Assemblée Parlementaire de l'OTAN**, *Incidences des soulèvements dans la région du Moyen Orient et Afrique du Nord*, Antonello Cabras (Rapporteur), 07/05/2011.
- ¹⁵⁰ **Paal** Douglas A, *China: Mugged by Reality in Libya, Again*, Asia Pacific Brief, 11 Avril 2011, http://www.carnegie-mec.org/publications/?fa=43554&zoom_highlight=libya [Available 17/07/2011].
- ¹⁵¹ **Naim** Moisés, *What Does Auschwitz Have to Do With Benghazi?*, 1 Avril 2011, Huffington Post, http://www.carnegie-mec.org/publications/?fa=43404&zoom_highlight=libya [Available 17/07/2011].
- ¹⁵² **Assemblée Parlementaire de l'OTAN**, *Incidences des soulèvements dans la région du Moyen Orient et Afrique du Nord*, Antonello Cabras (Rapporteur), 07/05/2011.
- ¹⁵³ **Assemblée Parlementaire de l'OTAN**, *Incidences des soulèvements dans la région du Moyen Orient et Afrique du Nord*, Antonello Cabras (Rapporteur), 07/05/2011.
- ¹⁵⁴ **Malashenko** Alexey, *The Western World's War Against Gaddafi*, Carnegie Moscow Center, 21 Mars 2011, <http://carnegie-mec.org/publications/?fa=43187> [Available 17/07/2011].
- ¹⁵⁵ **Assemblée Parlementaire de l'OTAN**, *Incidences des soulèvements dans la région du Moyen Orient et Afrique du Nord*, Antonello Cabras (Rapporteur), 07/05/2011.
- ¹⁵⁶ **Assemblée Parlementaire de l'OTAN**, *Incidences des soulèvements dans la région du Moyen Orient et Afrique du Nord*, Antonello Cabras (Rapporteur), 07/05/2011.
- ¹⁵⁷ **Assemblée Parlementaire de l'OTAN**, *Incidences des soulèvements dans la région du Moyen Orient et Afrique du Nord*, Antonello Cabras (Rapporteur), 07/05/2011.
- ¹⁵⁸ **Barkey** Henri J, *Turkey and the Arab Spring*, 26 Avril 2011, Carnegie Endowment for International Peace, http://www.carnegie-mec.org/publications/?fa=43731&zoom_highlight=libya [Available 17/07/2011].
- ¹⁵⁹ **Assemblée Parlementaire de l'OTAN**, *Incidences des soulèvements dans la région du Moyen Orient et Afrique du Nord*, Antonello Cabras (Rapporteur), 07/05/2011.
- ¹⁶⁰ **Barkey** Henri J, *Turkey and the Arab Spring*, 26 Avril 2011, Carnegie Endowment for International Peace, http://www.carnegie-mec.org/publications/?fa=43731&zoom_highlight=libya [Available 17/07/2011].
- ¹⁶¹ **Malashenko** Alexey, *The Limits of Endless Revolution*, briefing vol. 13 Issue 2, Carnegie Moscow Center, Mars 2011.

-
- ¹⁶² **International crisis group**, *Popular protest in the Middle East: making sense of Libya*, International Crisis Group, Middle East/North Africa report n°107, 6 June 2011.
- ¹⁶³ **Boucek** Christopher, *Dangerous Fallout from Libya's Implosion*, 9 Mars 2011, Carnegie Middle East Center, <http://www.carnegie-mec.org/publications/?fa=42940> [Available 17/07/2011].
- ¹⁶⁴ **Boucek** Christopher, *Islamist Terrorists in Libya*, Christian Science Monitor, 11 Mai 2011, http://www.carnegie-mec.org/publications/?fa=43951&zoom_highlight=libya [Available 17/07/2011].
- ¹⁶⁵ Ibid.
- ¹⁶⁶ **International Crisis Group**, *Libya: Achieving a Ceasefire, Moving toward Legitimate Government*, 13 mai 2011, <http://www.crisisgroup.org/en/publication-type/media-releases/2011/libya-achieving-a-ceasefire-moving-toward-legitimate-government.aspx> [Available 17/07/2011].
- ¹⁶⁷ **International Crisis Group**, *Libya: Achieving a Ceasefire, Moving toward Legitimate Government*, 13 mai 2011, <http://www.crisisgroup.org/en/publication-type/media-releases/2011/libya-achieving-a-ceasefire-moving-toward-legitimate-government.aspx>
- ¹⁶⁸ **International Crisis Group**, *Popular protest in the Middle East: making sense of Libya*, International Crisis Group, Middle East/North Africa report n°107, 6 June 2011.
- ¹⁶⁹ **International Crisis Group**, *Libya: Achieving a Ceasefire, Moving toward Legitimate Government*, 13 mai 2011, <http://www.crisisgroup.org/en/publication-type/media-releases/2011/libya-achieving-a-ceasefire-moving-toward-legitimate-government.aspx> [Available 17/07/2011], repris mot pour mot dans *Popular protest in the Middle East: making sense of Libya*, International Crisis Group, Middle East/North Africa report n°107, 6 June 2011.
- ¹⁷⁰ **International Crisis Group**, *Popular protest in the Middle East: making sense of Libya*, International Crisis Group, Middle East/North Africa report n°107, 6 June 2011.
- ¹⁷¹ Ibid.
- ¹⁷² **Conseil des Nations Unies**, Résolution 1473, 17/03/2011, <http://www.un.org/News/fr-press/docs/2011/CS10200.doc.htm>
- ¹⁷³ **France 2**, *Appel de l'UA, déclaration de 61 tribus*, 29/04/2011, <http://info.france2.fr/revolutions-arabes/appele-de-l-ua-declaration-de-61-tribus-68548226.html>
- ¹⁷⁴ **Arbour** Louise, *Libia: ¡Alto al fuego!*, El Semana, 09/06/2011, <http://www.semana.com/opinion/libia-alto-fuego/158170-3.aspx> [Available 27/07/2011].
- ¹⁷⁵ **International Crisis Group**, *Libya: Achieving a Ceasefire, Moving toward Legitimate Government*, 13 mai 2011, <http://www.crisisgroup.org/en/publication-type/media-releases/2011/libya-achieving-a-ceasefire-moving-toward-legitimate-government.aspx> [Available 17/07/2011].
- ¹⁷⁶ **International Crisis Group**, *Libya: Achieving a Ceasefire, Moving toward Legitimate Government*, 13/05/2011, <http://www.crisisgroup.org/en/publication-type/media-releases/2011/libya-achieving-a-ceasefire-moving-toward-legitimate-government.aspx>